

# RAPPORT

## SUR L'ÉVOLUTION DU MONTANT DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION

(2017-2021)



Communauté D'Agglomération de la Provence Verte  
POLE RESSOURCES – DIRECTION DES FINANCES

# SOMMAIRE

---

## PREAMBULE

Principe des attributions de compensation	p. 03
Objet du rapport quinquennal	p. 03

## PARTIE 1- HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DES COMMUNAUTES DE COMMUNES COMPOSANT L'AGGLOMERATION

p. 05

A- Historique des attributions de compensation de la Communauté de Communes Sainte-Baume Mont-Aurélien (CCSBMA)	p. 06
1. La fiscalité professionnelle transférée	p. 06
2. Les compétences transférées entre 2004 et 2016	p. 06
3. Synthèse de l'historique des attributions de compensation CCSBMA	p. 13
B- Historique des attributions de compensation de la Communauté de Communes de Val d'Issole (CCVI)	p. 14
1. La fiscalité professionnelle transférée	p. 14
2. Les compétences transférées entre 2004 et 2016	p. 15
3. Synthèse de l'historique des attributions de compensation de CCVI	p. 18
C- Historique des attributions de compensation de la Communauté de Communes du Comté de Provence (CCCP)	p. 18
1. La fiscalité professionnelle transférée	p. 18
2. Les compétences transférées entre 2004 et 2016	p. 19
3. Synthèse de l'historique des attributions de compensation de CCCP	p. 29

## PARTIE 2 – EVOLUTION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEPUIS LE 1<sup>er</sup> JANVIER 2017

p. 30

A- Les transferts de compétences 2017	p. 30
B- Les Transferts de compétences 2018	p. 37
C- Les Transferts de compétences 2019	p. 43

## PARTIE 3 – LE COUT DES COMPETENCES TRANSFEREES DEPUIS LEUR EXERCICE PAR L'AGGLOMERATION

p. 49

## CONCLUSION

p. 50

## ANNEXES

p. 52

# PREAMBULE

---

## PRINCIPE DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION

Le mécanisme de l'attribution de compensation (AC) a été créé par la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République.

**Il a pour objet de garantir la neutralité budgétaire des transferts de ressources opérés lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) opte pour le régime de la fiscalité professionnelle unique (FPU) et lors de chaque transfert de compétence entre l'EPCI et ses communes-membres.**

Ce mécanisme est prévu aux IV et au V de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts (CGI). Le principe est que, lorsqu'ils ont adopté le régime de la FPU, les EPCI se substituent aux communes-membres pour la perception de :

- l'intégralité de la cotisation foncière des entreprises (CFE) ;
- la totalité de la part de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) revenant au bloc communal (26,5%) ;
- la totalité des fractions d'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) revenant au bloc communal ;
- l'intégralité de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) ;
- la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non-bâties (TATFPNB) ;
- des taux additionnels à la taxe d'habitation et aux taxes foncières.

Par le mécanisme des attributions de compensation, l'EPCI a vocation à reverser, à la commune-membre, le montant des produits de fiscalité professionnelle perçus par cette dernière, **l'année précédant celle de la première application du régime de la FPU**, en tenant compte du montant des transferts de charges opérés entre l'EPCI et la commune, calculé par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT).

**AC = Produits Fiscalité Professionnelle – montant charges transférées approuvé par la CLECT**

## OBJET DU RAPPORT QUINQUENNAL

Depuis 2017, aux termes du 2° du V de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, dans sa version issue de la Loi de Finances pour 2017, « Tous les cinq ans, le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente un rapport sur l'évolution du montant des attributions de compensation au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences par l'établissement public de coopération intercommunale. Ce rapport donne lieu à un débat au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. Ce rapport est obligatoirement transmis aux communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale. »

Le rapport quinquennal sur les attributions de compensation doit permettre aux élus d'apprécier la pertinence de l'évaluation menée (et de la méthodologie employée), au regard du coût net effectivement supporté par l'intercommunalité suite aux transferts de compétences.

Ce rapport, et le débat qui l'accompagne, peuvent donc être l'occasion d'identifier des situations problématiques quant au niveau de retenue effectué sur les AC et au niveau des dépenses.

Pour autant, comme le confirme une réponse du Ministre de l'Intérieur à une question parlementaire (Fugit, n°7193, 2 octobre 2018, JO Assemblée Nationale), **la production du rapport et son adoption ne revêtent aucunement une obligation « de réévaluation des montants d'attributions de compensation tous les six ans »**<sup>1</sup>

Au-delà de la réponse à une obligation législative, l'élaboration de ce rapport quinquennal est l'occasion, pour l'Agglomération et ses communes-membres, d'une part, d'examiner la cohérence des calculs de charges transférées réalisés sur les cinq dernières années, avec le coût réel de ces mêmes compétences exercées aujourd'hui par la Communauté (partie II).

En effet, l'Agglomération de la Provence Verte a été créée le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Elle doit donc au cours de l'année 2021, conformément aux dispositions législatives, élaborer le rapport quinquennal sur l'évolution du montant des attributions de compensation de ses communes-membres.

D'autre part, considérant que ce rapport quinquennal est le 1<sup>er</sup> réalisé par la Communauté d'Agglomération, il a été jugé nécessaire d'effectuer, au préalable, l'historique des attributions de compensation des 3 communautés de communes ayant fondé l'Agglomération, par fusion (partie I).

Cette reconstitution des attributions de compensation depuis leur origine permettra aux maires des communes-membres rattachées à l'EPCI d'avoir une connaissance exhaustive de la formation des attributions de compensation de sa commune.

En effet, en application de l'al.1 du 5° du V de l'article 1609 nonies C du CGI, il n'y a pas eu de modification unilatérale des attributions de compensation. Les 3 communautés de communes ont entériné la reprise des montants des attributions de compensation de chacune des communes-membres qui leur était rattachée (partie I).

Toutes les données financières qui ont servi à l'élaboration de ce rapport quinquennal sur l'évolution des attributions de compensation sont extraites des rapports établis par les CLECT des trois ex. communautés de communes à l'occasion de chaque transfert de compétence, ainsi que d'extractions du grand livre comptable de la Communauté d'Agglomération au titre de l'année 2020.

---

<sup>1</sup> Cf. Annexe n° 1 du rapport

## PARTIE 1 - HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DES COMMUNAUTÉS DE COMMUNES COMPOSANT L'AGGLOMERATION

---

L'attribution de compensation (AC) est le principal flux financier entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité professionnelle unique (FPU).

Elle correspond, schématiquement, à la différence entre la fiscalité économique et les charges transférées par les communes à cette catégorie d'intercommunalité.

Les Communautés de Communes ont été respectivement créées :

- Sainte-Baume Mont-Aurélien : 26 décembre 2001
- Val d'Issole : 28 décembre 2001
- Comté de Provence : 26 décembre 2001

A compter de leur création, ces 3 EPCI avaient le choix entre opter pour une fiscalité professionnelle unique (FPU) ou pour une fiscalité additionnelle (FA).

La CCSBMA et la CCCP ont opté pour la fiscalité professionnelle unique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

La CCVI est restée en fiscalité additionnelle jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Par conséquent, les attributions de compensation ont été instaurées en 2004 pour les communes-membres rattachées à la CCSBMA et la CCCP.

Elles ont été instaurées en 2016 pour les communes rattachées à la CCVI.

Lors des différents comités de pilotage ayant précédé la création de la Communauté d'Agglomération, les 3 communautés de communes ont décidé que les montants des attributions de compensation de chaque commune-membre seraient repris à l'identique dans la construction budgétaire 2017.

## A- HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DE LA COMMUNAUTE SAINT-BAUME MONT-AURELIEN (EX CCSBMA)

La CCSBMA a adopté le régime de la fiscalité professionnelle unique (FPU) au 1<sup>er</sup> janvier 2004. Dans le cadre du changement de ce statut fiscal, de nouvelles compétences ont été transférées à la communauté.

Lors du passage en FPU, le travail a été conduit par un cabinet externe « Ressources Consultant Finances ».

### 1- LA FISCALITE PROFESSIONNELLE TRANSFEREE PAR LES COMMUNE- MEMBRES DE CCSBMA

En application des dispositions législatives, en 2004, au moment du passage en FPU, les produits de fiscalité professionnelle retenus ont été ceux perçus par la CCSBMA l'année précédant celle de la première application du régime de la FPU soit l'exercice 2003.

Pour l'exercice 2003, le produit de la taxe professionnelle de CCSBMA s'élevait à 3 005 550 €. Le produit fiscal transféré s'est élevé à 2 035 416 € ainsi réparti :

	Produit TP communes 2003 (1)	Compensations SPPS 2003 (2)	Compensations RECETTES 2003 (3)	Produit TP large 2003 (= 1+2+3)	Produit TH CC 2003 (-)	Produit FB CC 2003 (-)	Produit FNB CC 2003 (-)	Total fiscalité transférée au 1er janvier 2004 (=)
NANS LES PINS	282 881,00 €	152 521,00 €	2 080,00 €	437 482,00 €	71 145,00 €	103 130,00 €	6 690,00 €	256 517,00 €
OLLIERES	39 356,00 €	7 728,00 €	- €	47 084,00 €	10 637,00 €	10 625,00 €	3 538,00 €	22 284,00 €
PLAND'AUPS	29 088,00 €	8 273,00 €	207,00 €	37 568,00 €	25 835,00 €	25 775,00 €	1 104,00 €	-15 146,00 €
POURCIEUX	58 669,00 €	2 424,00 €	159,00 €	61 252,00 €	14 854,00 €	15 478,00 €	4 043,00 €	26 877,00 €
POURRIERES	243 394,00 €	66 168,00 €	3 206,00 €	312 768,00 €	61 518,00 €	74 830,00 €	15 541,00 €	160 879,00 €
ROUGIERS	59 559,00 €	19 210,00 €	440,00 €	79 209,00 €	22 161,00 €	23 340,00 €	1 612,00 €	32 096,00 €
SAINT MAXIMIN	1 419 010,00 €	589 042,00 €	22 135,00 €	2 030 187,00 €	203 984,00 €	256 360,00 €	17 934,00 €	1 551 909,00 €
TOTAL	2 131 957,00 €	845 366,00 €	28 227,00 €	3 005 550,00 €	410 134,00 €	509 538,00 €	50 462,00 €	2 035 416,00 €

### 2- LES COMPETENCES TRANSFEREES ENTRE 2004 ET 2016

Entre les exercices 2004 et 2016, les compétences transférées des communes-membres à la CCSBMA ont été les suivantes :

- Compétences Développement Economique (2004)
- Compétence Aménagement du Territoire
- Compétence Petite Enfance (2004)
- Compétence Déchets (2006)
- Compétence Tourisme (2016)

#### a) Transfert de la compétence Développement Economique

Ce transfert de compétence a eu pour unique objet la Zone d'Activité Economique du Chemin d'Aix à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume. Les autres communes n'ont pas transféré de zones d'activités.

En section de fonctionnement (charges générales et charges en personnel), la CLECT s'est basée sur le compte administratif 2003 de la Ville de Saint-Maximin.

<b>Transfert Dev. Eco _ Compte Administratif 2003 – Charges générales (chp.11)</b>	
<b>Désignations</b>	<b>Montants</b>
Maintenance signalétique	2 152,00 €
Entretien des espaces verts	4 107,27 €
Entretien des ST	19 393,92 €
Entretien des réseaux	10 501,07 €
Entretien éclairage	3 929,81 €
<b>TOTAL (hors voirie)</b>	<b>40 084,07 €</b>

L'évaluation de la charge de personnels retenue est la suivante :

<b>Compte administratif 2003 - Evaluation charge de personnels - ZAC</b>		
<b>Services concernés</b>	<b>Temps de travail</b>	<b>Cout chargé sur temps de travail</b>
<b>Urbanisme</b>	20%	9 752,13 €
<b>Finances</b>	10%	3 135,11 €
<b>Total</b>	<b>30%</b>	<b>12 887,24 €</b>

La CLECT a considéré qu'impacter la totalité de la charge en personnels à la commune de Saint-Maximin n'était pas équitable car le service était désormais étendu à l'ensemble du territoire et toutes les communes en bénéficiaient.

La CLECT a donc décidé de répartir cette charge (12 887,24 €) sur l'ensemble des communes-membres au prorata de la population :

<b>Répartition charges personnels ZAC</b>		
<b>Communes</b>	<b>Population DGF</b>	<b>Charge mutualisée</b>
<b>NANS LES PINS</b>	3 426,00	1 807,64 €
<b>OLLIERES</b>	495,00	261,17 €
<b>PLAN D'AUPS</b>	1 120,00	590,94 €
<b>POURCIEUX</b>	982,00	518,13 €
<b>POURRIERES</b>	4 173,00	2 201,78 €
<b>ROUGIERS</b>	1 154,00	608,88 €
<b>SAINT MAXIMIN</b>	13 075,00	6 898,69 €
<b>TOTAL</b>	<b>24 425,00</b>	<b>12 887,23 €</b>

Concernant la section d'investissement, l'évaluation de la charge relative aux voiries de la ZAC a fait l'objet d'une méthodologie adaptée.

Lorsque le transfert de compétence entraîne le transfert de biens immobiliers, la CCSBMA a évalué, en investissement, le coût de renouvellement des biens, amorti sur une durée de 10 ans.

A cette charge annuelle brute, a été retranché le montant du FCTVA total.

Ainsi, est obtenu le coût annuel net du bien à transférer.

La CCSBMA a fait l'hypothèse que pour couvrir cette charge, la commune aurait emprunté à un taux de 4,5% sur 15 ans. Ainsi, la CCSBMA a considéré que le montant de l'annuité de cet emprunt hypothétique correspondait au montant de la charge annuelle à impacter sur l'attribution de compensation durant une durée de 15 ans.

Par conséquent, la CCSBMA a instauré un système d'attribution de compensation dégressif et temporaire, peu impactant pour la commune.

Application de la méthodologie au coût de la charge transférée en investissement au titre de la compétence Développement Economique

- ✓ Evaluation à partir du coût de remplacement des équipements :

	Prix à l'unité	Quantité	Montant HT	TVA	Montant TTC
<b>Signalisation</b>	3100	1	3100	608	3 708,00 €
<b>Mise en forme</b>	6	12000	72000	14112	86 112,00 €
<b>Imprégnation</b>	3	12000	36000	7056	43 056,00 €
<b>Béton</b>	115	1800	207000	40572	247 572,00 €
<b>Exhaussement</b>	90	40	3600	706	4 306,00 €
	<b>3314</b>	<b>25841</b>	<b>321700</b>	<b>63054</b>	<b>384 754,00 €</b>

- ✓ Calcul de la charge nette annuelle à prendre en compte pour le transfert :

<b>Dépenses d'investissement nette</b>	384 754,00 €
<b>FCTVA</b>	59 559,80 €
<b>Dépenses d'investissement nette</b>	325 194,20 €
<b>Durée d'amortissement</b>	10 ans
<b>Charge nette annuelle</b>	32 519,42 €
<b>Charge d'investissement annuelle</b>	32 519,42 €
<b>Taux d'intérêt</b>	4,50%
<b>Durée emprunt</b>	15 ans
<b>Annuité</b>	3028
<b>Nombre d'année</b>	15 ans
<b>Retenue sur AC</b>	45 420,00 €

- ✓ Application du système de dégressivité de l'attribution de compensation

	Retenue AC	Dettes à prélever	Annuité libre	Emprunt
<b>2004</b>	45 420,00 €	45 420,00 €	- €	32 519,42 €
<b>2005</b>	45 420,00 €	42 392,00 €	3 028,00 €	32 519,42 €
<b>2006</b>	45 420,00 €	39 364,00 €	6 056,00 €	32 519,42 €
<b>2007</b>	45 420,00 €	36 336,00 €	9 084,00 €	32 519,42 €
<b>2008</b>	45 420,00 €	33 308,00 €	12 112,00 €	32 519,42 €
<b>2009</b>	45 420,00 €	30 280,00 €	15 140,00 €	32 519,42 €
<b>2010</b>	45 420,00 €	27 252,00 €	18 168,00 €	32 519,42 €
<b>2011</b>	45 420,00 €	24 224,00 €	21 196,00 €	32 519,42 €
<b>2012</b>	45 420,00 €	21 196,00 €	24 224,00 €	32 519,42 €
<b>2013</b>	45 420,00 €	18 168,00 €	27 252,00 €	32 519,42 €
<b>2014</b>	45 420,00 €	15 140,00 €	30 280,00 €	32 519,42 €
<b>2015</b>	45 420,00 €	12 112,00 €	33 308,00 €	32 519,42 €
<b>2016</b>	45 420,00 €	9 084,00 €	36 336,00 €	32 519,42 €
<b>2017</b>	45 420,00 €	6 056,00 €	39 364,00 €	32 519,42 €
<b>2018</b>	45 420,00 €	3 028,00 €	42 392,00 €	32 519,42 €
<b>2019</b>	45 420,00 €	0	45 420,00 €	32 519,42 €
			<b>363 360,00 €</b>	<b>520 310,72 €</b>

#### b) Transfert de la compétence Aménagement du territoire (Elaboration du SCOT)

Les communes-membres avaient confié l'exercice de cette compétence au SMEDCOV devenu SIVU en 2003.



Afin de procéder à l'évaluation des charges, la CCSBMA a retenu le montant des participations versées par les communes aux deux syndicats pour les exercices 2002 et 2003.

Evaluation charges transférées Compétence Aménagement du territoire			
Communes	Participation SMEDCOV 2002	Participation SIVU 2003	Total Syndicats SCOT
NANS LES PINS	6 969,00 €	13 722,00 €	20 691,00 €
OLLIERES	845,00 €		845,00 €
PLAN D'AUPS	1 659,00 €	3 159,00 €	4 818,00 €
POURCIEUX			- €
POURRIERES	6 980,00 €	10 889,00 €	17 869,00 €
ROUGIERS	1 955,00 €		1 955,00 €
SAINT MAXIMIN	23 997,00 €	41 147,00 €	65 144,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>42 405,00 €</b>	<b>68 917,00 €</b>	<b>111 322,00 €</b>

### c) Transfert de la compétence Petite Enfance

En section de fonctionnement, la charge à transférer a été évaluée sur la base des dépenses et des recettes constatées aux comptes administratifs 2003 des communes-membres qui avaient une crèche.

Communes	Compte administratif 2003 (SF recettes - dépenses)
<b>NANS LES PINS</b>	990,62 €
<b>OLLIERES</b>	534,00 €
<b>PLAN D'AUPS</b>	
<b>POURCIEUX</b>	
<b>POURRIERES</b>	17 784,26 €
<b>ROUGIERS</b>	
<b>SAINT MAXIMIN</b>	60 076,08 €
<b>TOTAL</b>	<b>79 384,96 €</b>

En section d'investissement, seule la commune de Pourrières a été impactée pour la réhabilitation des locaux comme suit :

<b>Compte administratif 2003 Investissement Crèche Pourrières</b>	<b>Montant en €</b>
Dépenses d'investissement 2001 à 2004 crèche	220 648,37 €
Recettes d'investissement pour l'opération	147 607,37 €
<b>Dépenses nettes opération crèche de Pourrières</b>	<b>73 041,00 €</b>
Nombre d'année pour amortissement	10,00 €
<b>Charge nette annuelle</b>	<b>7 304,10 €</b>

La commune de Pourrières a contracté des emprunts globaux pour financer l'ensemble de sa section d'investissement.

La méthode d'évaluation appliquée au transfert du Développement Economique a prévalu pour déterminer une annuité de dette correspondant à l'opération crèche.

L'hypothèse est faite que l'emprunt a servi prioritairement à financer cette opération.

L'exercice consiste à déterminer le montant à retenir sur l'attribution de compensation correspondant au paiement de cette annuité pour une dépense de 7 304,00 €. Pour ce faire les annuités sont calculées à partir d'une hypothèse d'emprunts de 7 304,00 € sur 15 ans à 4,5%.

<b>Charge d'investissement annuelle</b>	7 304,10 €
<b>Taux d'intérêt</b>	4,50%
<b>Durée emprunt</b>	15 ans
<b>Annuité</b>	680 €
<b>Annuité</b>	680 €
<b>Nombre d'annuité</b>	15
<b>Retenue sur AC</b>	<b>10 201,69 €</b>

La charge totale à transférer retenue pour la commune de Pourrières a donc été de 10 200 €. Pour ne pas impacter trop lourdement la commune, la CCSBMA a adopté un système de lissage. Cela donne le résultat suivant :

	Retenue AC	Dettes à prélever	Annuité libre	Emprunt	
<b>2004</b>	10 201,69 €	10 201,69 €	- €	7 304,10 €	
<b>2005</b>	10 201,69 €	9 521,58 €	680,11 €	7 304,10 €	
<b>2006</b>	10 201,69 €	8 841,47 €	1 360,23 €	7 304,10 €	680,12 €
<b>2007</b>	10 201,69 €	8 161,36 €	2 040,34 €	7 304,10 €	680,11 €
<b>2008</b>	10 201,69 €	7 481,25 €	2 720,45 €	7 304,10 €	680,11 €
<b>2009</b>	10 201,69 €	6 801,14 €	3 400,56 €	7 304,10 €	680,11 €
<b>2010</b>	10 201,69 €	6 121,03 €	4 080,68 €	7 304,10 €	680,12 €
<b>2011</b>	10 201,69 €	5 440,92 €	4 760,79 €	7 304,10 €	680,11 €
<b>2012</b>	10 201,69 €	4 760,81 €	5 440,90 €	7 304,10 €	680,11 €
<b>2013</b>	10 201,69 €	4 080,70 €	6 121,01 €	7 304,10 €	680,11 €
<b>2014</b>	10 201,69 €	3 400,59 €	6 801,13 €	7 304,10 €	680,12 €
<b>2015</b>	10 201,69 €	2 720,48 €	7 481,24 €	7 304,10 €	680,11 €
<b>2016</b>	10 201,69 €	2 040,37 €	8 161,35 €	7 304,10 €	680,11 €
<b>2017</b>	10 201,69 €	1 360,26 €	8 841,46 €	7 304,10 €	680,11 €
<b>2018</b>	10 201,69 €	680,15 €	9 521,58 €	7 304,10 €	680,12 €
<b>2019</b>	10 201,69 €	0	10 201,69 €	<b>7304,1</b>	680,11 €
		<b>81 613,80 €</b>	<b>81 613,52 €</b>	<b>116 865,60 €</b>	35 252,08 €

#### d) Transfert de la compétence Déchets<sup>2</sup>

Aux termes de la délibération de 2006, il peut être déduit l'hypothèse de calcul suivante :

- La participation attendue par le SIVED pour couvrir le coût de la compétence Déchets a été répercutée à 75 % sur les communes rattachées à la CCSBMA. Cela a donné un coût des charges des ordures ménagères par commune.
- La CCSBMA a ensuite estimé un taux de fiscalité mixte de référence qui a été appliqué au produit des 3 taxes ménages (TH, TFB, TFNB) compensant la fiscalité ménage de chacune des communes. Cela a donné un produit attendu pour couvrir le coût de la compétence Déchets.
- A ce produit, a été soustrait le coût estimatif de la compétence Déchets pour chaque commune.
- La différence a constitué le montant de la charge ou de la recette transférée à impacter sur l'attribution de compensation de chaque commune-membre.

<sup>2</sup> Délibération n° 287 du 26 mars 2006 relative à l'évaluation des transferts de charge de la compétence élimination des déchets des ménages et fixation des AC

## Répartition des charges de la compétence par communes-membres de CCSBMA

	<b>75% SIVED communes</b>	<b>Autres charges</b>		<b>Total Charges OM 2005 communales</b>
		Régie collecte (75%)	Collecte encombrants (75%)	
NANS LES PINS	286 385,00 €	- €	2 837,00 €	289 222,00 €
OLLIERES	45 505,00 €	- €	- €	45 505,00 €
PLAN D'AUPS	92 549,00 €	- €	- €	92 549,00 €
POURCIEUX	33 341,00 €	22 083,00 €	2 312,00 €	57 736,00 €
POURRIERES	337 458,00 €	- €	1 398,00 €	338 856,00 €
ROUGIERS	71 990,00 €	- €	- €	71 990,00 €
SAINT MAXIMIN	1 039 881,00 €	- €	- €	1 039 881,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 907 109,00 €</b>	<b>22 083,00 €</b>	<b>6 547,00 €</b>	<b>1 935 739,00 €</b>

Evaluation des recettes de la compétence « Déchets ménages » avec des taux de fiscalité mixte, par commune-membre de CCSBMA.

	<b>TH</b>	<b>FB</b>	<b>FNB</b>	<b>TOTAL</b>
NANS LES PINS	131 015,00 €	200 054,00 €	10 784,00 €	341 853,00 €
OLLIERES	22 437,00 €	21 486,00 €	6 288,00 €	50 211,00 €
PLAN D'AUPS	50 172,00 €	49 320,00 €	2 162,00 €	101 654,00 €
POURCIEUX	30 597,00 €	30 839,00 €	7 666,00 €	69 102,00 €
POURRIERES	123 905,00 €	154 728,00 €	29 113,00 €	307 746,00 €
ROUGIERS	44 771,00 €	46 344,00 €	3 380,00 €	94 495,00 €
SAINT MAXIMIN	412 402,00 €	522 206,00 €	35 794,00 €	970 402,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>815 299,00 €</b>	<b>1 024 977,00 €</b>	<b>95 187,00 €</b>	<b>1 935 463,00 €</b>

## Evaluation de la charge nette à transférer pour chaque commune-membre

	<b>DEPENSES</b>	<b>RECETTES</b>	<b>CHARGE NETTE</b>	<b>Variation AC</b>
NANS LES PINS	289 222,00 €	341 853,00 €	-52 631,00 €	52 631,00 €
OLLIERES	45 505,00 €	50 211,00 €	-4 706,00 €	4 706,00 €
PLAN D'AUPS	92 549,00 €	101 654,00 €	-9 105,00 €	9 105,00 €
POURCIEUX	57 736,00 €	69 102,00 €	-11 366,00 €	11 366,00 €
POURRIERES	338 856,00 €	307 746,00 €	31 110,00 €	-31 110,00 €
ROUGIERS	71 990,00 €	94 495,00 €	-22 505,00 €	22 505,00 €
SAINT MAXIMIN	1 039 881,00 €	970 402,00 €	69 479,00 €	-69 479,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 935 739,00 €</b>	<b>1 935 463,00 €</b>	<b>276,00 €</b>	<b>-276,00 €</b>

### e) Régularisation du transfert de la compétence tourisme<sup>3</sup>

Les régularisations relatives au transfert de la compétence tourisme ont concerné les 3 communes qui disposaient d'un bureau d'accueil. Par CLECT du 06 mai 2015, la CCSBMA a procédé aux évaluations suivantes :

<sup>3</sup> CLECT DU 11 mars 2014, CLECT du 6 mai 2015, dél. n°1401 du 28 juin 2016 pour la commune de Saint-Maximin, del. n°1399 du 28 juin 2016 pour la commune de Nans, del. n° 1400 pour la commune de Plan d'Aups

<b>Transfert compétence Tourisme</b>	
<b>Communes</b>	<b>Montant des charges transférées (évaluation)</b>
Nans les Pins	28 008,00 €
Plan d'Aups	31 695,00 €
Saint-Maximin	57 359,00 €
Total	117 062,00 €

Dans un deuxième temps et suite à différents débats en bureaux et conseils, le Conseil Communautaire de la CCSBMA, par délibération n° 1399 du 28 juin 2016, est revenu sur le montant approuvé par la CLECT le 06 mai pour la commune de Nans les Pins et a revu à la baisse le montant évalué en précisant que la commune prenait directement en charge certaines dépenses.

Dans sa délibération, le Conseil précise qu'il s'agit d'une révision libre des attributions de compensation.

Le montant de la charge transférée pour Nans les Pins a été ramené à 5 896,04 € pour la compétence Petite Enfance.

#### f) Rattachement de la commune de Bras à la CCSBMA au 1<sup>er</sup> janvier 2014<sup>4</sup>

Antérieurement rattachée à la Communauté de Commune Provence Verdon, la commune de Bras a été intégrée au périmètre de la CCSBMA au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

En date du 06 mai 2014, la CLECT a procédé à l'évaluation suivante :

<b>Evaluation du rattachement de la commune de Bras</b>	
<b>Désignation</b>	<b>Montant en €</b>
AC versée par la communauté Provence Argens et Verdon	39 954,11 €
Compétence transports scolaires	12 450 €
AC à prendre en compte pour la commune de BRAS	27 504,11 €

Par délibération n°1308 du 22 octobre 2015, le conseil communautaire a voté une majoration de 15% l'attribution de compensation de la commune de Bras en considérant qu'il était toujours dans une procédure de droit commun.

Ce qui a porté l'attribution de compensation de la commune à 33 497,23 euros.

<b>AC versée par la communauté Provence Argens et Verdon</b>	<b>39 954,11 €</b>
<b>Majoration de 15 % de l'AC initiale (39 954 + 15%)</b>	<b>45 947,23 €</b>
<b>Compétence transports scolaires</b>	<b>12 450 €</b>
<b>AC reprise par CCSBMA</b>	<b>33 497,23 €</b>

#### g) Révision de l'attribution de compensation de la commune d'Ollières en 2016

Par délibération n° 1387 du 2 juin 2016, le Conseil communautaire de CCSBMA a approuvé le reversement annuel de 50% des produits IFR à la commune de OLLIERES via une révision de son attribution de compensation.

Le montant du reversement de cette recette à la commune a été fixé à 30 534,00 €. Cette somme viendra s'ajouter au montant de l'attribution de compensation de la commune.

<sup>4</sup> Délibération n°1308 du 22/10/2015 n°1308 et Rapport CLECT du 06 mai 2015

#### h) Transferts de charge de 2017 – Gestion de l'Ecole de Musique du Haut Var<sup>5</sup> (EMHV)

Par délibération du 28 juin 2016, la CCSBMA s'est substituée à ses communes-membres au sein du conseil d'administration de l'Ecole de Musique du Haut-Var en lieu et place de ses communes-membres. Pour évaluer le montant des charges transférées, la CLECT a retenu le montant des participations communales versées en 2016, soit 5 € par habitant.

#### Détail du transfert de charges – Fonctionnement EMHV

	Montant de la charge transférée
<b>BRAS (2827 hab)</b>	14 135,00 €
<b>NANS (4526 hab)</b>	22 630,00 €
<b>OLLIERES (698 hab)</b>	3 490,00 €
<b>PLAN d'AUPS</b>	- €
<b>POURCIEUX (1225 hab)</b>	6 125,00 €
<b>POURRIERES (4654 hab)</b>	23 270,00 €
<b>ROUGIERS (1691 hab)</b>	8 455,00 €
<b>ST MAXIMIN (15 349 hab)</b>	76 745,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>154 850,00 €</b>

#### i) Compétences non-clectées par la CCSBMA

Il est à noter que les travaux de défense contre l'incendie dans les forêts faisant l'objet d'un plan Intercommunal de débroussaillage et d'Aménagement Forestier ont été estimés comme étant sans incidence sur la future communauté d'Agglomération et n'ont pas donné lieu à révision des attributions de compensation.

De même, les compétences relatives à l'aménagement numérique et à l'entretien des équipements sportifs, et notamment la création d'un centre aquatique intercommunal n'ont pas donné lieu à transferts de charges.

#### 3 - SYNTHESE DE L'HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DES COMMUNES RATTACHEES A CCSBMA ENTRE LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 2004 ET LE 31 DECEMBRE 2016

Le tableau joint en annexe 1 du présent rapport permet de retracer l'évolution et la composition des attributions de compensations de chacune des communes-membres de l'ex. CCSBMA de 2004 à 2017 suite aux différents transferts de compétences.

En synthèse, au 31 décembre 2016, les attributions de compensation des communes-membres de l'ex. CCSBMA étaient les suivantes :

	AC 2017
<b>NANS LES PINS</b>	257 162,00 €
<b>OLLIERES</b>	52 394,00 €
<b>PLAN D'AUPS</b>	-43 145,00 €
<b>POURCIEUX</b>	31 601,00 €
<b>POURRIERES</b>	59 804,00 €
<b>ROUGIERS</b>	43 583,00 €
<b>SAINT MAXIMIN</b>	1 136 756,00 €
<b>BRAS</b>	19 962,00 €
<b>TOTAL AC REPRISES EN 2017</b>	<b>1 558 117,00 €</b>

Les montants de ces attributions de compensation ont été repris à l'euro près au 1<sup>er</sup> janvier 2017 dans le budget de la CAPV.

<sup>5</sup> Del. n°1443 du 1er décembre 2016 et CLECT du 22 novembre 2016

## B- HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE VAL D'ISOLE (EX CCVI)

La CCVI est passée sous le régime de la fiscalité professionnelle unique (FPU) en 2016, soit 12 ans après les deux autres territoires.

La réforme de la fiscalité professionnelle (notamment de la Taxe Professionnelle de 2010) était intervenue entre temps. Cette réforme a consisté en :

- la suppression de la Taxe Professionnelle (TP)
- la création d'une **imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)**
- le transfert vers le bloc communal (communes et EPCI) de la **taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)** qui était un impôt d'État jusqu'alors.

Concrètement, la suppression de la taxe professionnelle a signifié, une **baisse globale de la fiscalité économique locale**.

En régime de fiscalité additionnelle, l'EPCI vote des taux en matière de taxes directes locales sur les ménages (TH, TFPB, TFPNB) et de CFE, qui s'ajoutent aux taux communaux.

L'EPCI partage également avec les communes-membres la perception de la CVAE, des IFER et de la TASCOM. Le produit de ces impositions intercommunales alimente le budget de l'EPCI.

Du fait du partage des produits de la fiscalité ménage entre l'EPCI et ses communes-membres, les attributions de compensation ne sont pas instaurées. Ainsi pour les communes rattachées à la CCVI, jusqu'en 2016, elles n'ont pas bénéficié d'attribution de compensation.

Pour la CCVI, le fait de changer de régime fiscal après la réforme de la fiscalité professionnelle (2010) et à la veille de la fusion (en 2016) n'est pas sans conséquence au regard de la part départementale de TH.

### I- LA FISCALITE PROFESSIONNELLE TRANSFEREE PAR LES COMMUNES-MEMBRES DE CCVI

Fiscalité transférée	CFE	CVAE	IFER	TasCom	TAFNB	Dotation de compensation	DUS + EXO ZAT	Produit FPU
Forcalqueiret	50 033	21 494	433	15 228	6 319	33 519	2 397	<b>129 423</b>
Garéoult	163 980	56 596	1 895	20 193	9 430	96 630	9 750	<b>358 474</b>
La Roquebrussanne	68 893	14 194	16 145	-	7 675	30 559	5 805	<b>143 271</b>
Mazaugues	14 805	1 890	21 625	-	1 895	3 361	276	<b>43 852</b>
Meounes Les Montrieux	100 548	9 513	68 224	-	6 467	23 219	2 223	<b>210 194</b>
Néoules	116 694	22 979	370 173	-	10 035	35 249	2 138	<b>557 268</b>
Rocbaron	189 875	100 018	9 051	93 696	11 258		1 525	<b>405 423</b>
Sainte Anastasie	35 890	9 816	6 364	-	5 660	20 445	2 658	<b>80 833</b>
<b>Total</b>	<b>740 718</b>	<b>236 500</b>	<b>493 910</b>	<b>129 117</b>	<b>58 739</b>	<b>242 982</b>	<b>26 772</b>	<b>1 928 738</b>

En 2016, le produit total de la fiscalité professionnelle transférée à l'EPCI par les communes-membres était de à **1 928 738,00 €**.

## 2- LES COMPETENCES TRANSFEREES ENTRE 2004 ET 2016

Entre les exercices 2002 et 2016, les compétences transférées des communes-membres à la CCVI ont été les suivantes :

- Compétence Equipements sportifs (2016)
- Compétence Equipements Culturels (2016)
- Compétence Petite Enfance (2016)

### a) Transfert de la compétence Equipements sportifs

Il ressort du rapport de CLECT en date 21 novembre 2016, les éléments suivants :

FORCALQUEREIT	Evaluation des charges 2015 CLECT du 21/11/2016	Montant retenu CLECT du 21/11/2016 Minoration de 15%
Tennis	1 393,00 €	1 184,05 €
Salle de sport	10 102,00 €	8 586,70 €
<b>Total commune de Forcalquereit</b>	<b>11 495,00 €</b>	<b>9 770,75 €</b>
GAREOULT	Evaluation des charges 2015 CLECT du 21/11/2016	Montant retenu CLECT du 21/11/2016 Minoration de 15%
Gymnase (renvoyé à la commune mais à régulariser)	98 691,00 €	83 887,35 €
Stades	27 280,00 €	23 188,00 €
Tennis	2 024,00 €	1 720,40 €
Piscine	34 902,00 €	29 666,70 €
<b>Total commune de Garéoult</b>	<b>127 995,00 €</b>	<b>138 462,45 €</b>
MAZAUGUES	Evaluation des charges 2015 CLECT du 21/11/2016	Montant retenu CLECT du 21/11/2016 Minoration de 15%
Tennis	262,00 €	222,70 €
<b>Total commune de Mazaugues</b>	<b>262,00 €</b>	<b>222,70 €</b>
MEOUNES	Evaluation des charges 2015 CLECT du 21/11/2016	Montant retenu CLECT du 21/11/2016 Minoration de 15%
Tennis	2 447,00 €	2 079,95 €
Stade	10 803,00 €	9 182,55 €
<b>Total commune de Méounes</b>	<b>13 250,00 €</b>	<b>11 262,50 €</b>
NEOULES	Evaluation des charges 2015 CLECT du 21/11/2016	Montant retenu CLECT du 21/11/2016 Minoration de 15%
Tennis	825,00 €	701,25 €
Stade	8 836,00 €	7 510,60 €
<b>Total commune de Néoules</b>	<b>9 661,00 €</b>	<b>8 211,85 €</b>
ROCBARON	Evaluation des charges 2015 CLECT du 21/11/2016	Montant retenu CLECT du 21/11/2016 Minoration de 15%
Gymnase	21 719,00 €	18 461,15 €
Bi-cross	1 970,00 €	1 674,50 €
Stade	25 396,00 €	21 586,60 €
City parc	1 970,00 €	1 674,50 €
<b>Total commune de Rocbaron</b>	<b>51 055,00 €</b>	<b>43 396,75 €</b>
LA ROQUEBRUSSANNE	Evaluation des charges 2015 CLECT du 21/11/2016	Montant retenu CLECT du 21/11/2016 Minoration de 15%
Tennis	252,00 €	214,20 €
Stade	10 144,00 €	8 622,40 €
<b>Total commune de la Roquebrussanne</b>	<b>10 396,00 €</b>	<b>8 836,60 €</b>
SAINTE ANASTASIE	Evaluation des charges 2015 CLECT du 21/11/2016	Montant retenu CLECT du 21/11/2016 Minoration de 15%
Complexe sportif les Négatisses	25 546,00 €	21 714,10 €
Sport plein Air	2 000,00 €	1 700,00 €
<b>Total commune de la Roquebrussanne</b>	<b>27 546,00 €</b>	<b>23 414,10 €</b>

Concernant les équipements sportifs, la CLECT du 21 novembre 2016 a retenu la méthodologie d'évaluation suivante :

- L'ensemble des charges évaluées ont été minorées de 15%.
- Pour la piscine de Garéoult, le coût de la charge a été réduit de 50% puis minoré de 15%.
- Aucune dépense d'investissement n'a été prise en compte dans le transfert de charge et n'est venue impacter la baisse les AC.

**b) Transfert de la compétence Equipements culturels**

Il ressort du rapport de CLECT en date 21 novembre 2016, les éléments suivants :

<b>MAZAUGUES</b>	<b>Evaluation des charges 2015 CLECT du 21/11/2016</b>	<b>Montant retenu CLECT du 21/11/2016 Minoration de 15%</b>
Musée	1 220,00 €	1 037,00 €
Théâtre de verdure (maison du régisseur)	1 853,00 €	1 575,05 €
<b>Total commune de MAZAUGUES</b>	<b>3 073,00 €</b>	<b>2 612,05 €</b>
<b>MEOUNES</b>	<b>Evaluation des charges 2015 CLECT du 21/11/2016</b>	<b>Montant retenu CLECT du 21/11/2016 Minoration de 15%</b>
Médiathèque	21 784,00 €	18 516,40 €
<b>Total commune de Méounes</b>	<b>21 784,00 €</b>	<b>18 516,40 €</b>
<b>NEOULES</b>	<b>Evaluation des charges 2015 CLECT du 21/11/2016</b>	<b>Montant retenu CLECT du 21/11/2016 Minoration de 15%</b>
Médiathèque	36 761,00 €	31 246,85 €
<b>Total commune de Néoules</b>	<b>36 761,00 €</b>	<b>31 246,85 €</b>
<b>ROCBARON</b>	<b>Evaluation des charges 2015 CLECT du 21/11/2016</b>	<b>Montant retenu CLECT du 21/11/2016 Minoration de 15%</b>
Médiathèque	58 627,00 €	49 832,95 €
Cinéma	6 341,00 €	5 389,85 €
<b>Total commune de Rocbaron</b>	<b>64 968,00 €</b>	<b>55 222,80 €</b>
<b>ROQUEBRUSSANNE</b>	<b>Evaluation des charges 2015 CLECT du 21/11/2016</b>	<b>Montant retenu CLECT du 21/11/2016 Minoration de 15%</b>
Médiathèque	96 176,00 €	81 749,60 €
<b>Total commune de la Roquebrussanne</b>	<b>96 176,00 €</b>	<b>81 749,60 €</b>
<b>STE ANASTASIE</b>	<b>Evaluation des charges 2015 CLECT du 21/11/2016</b>	<b>Montant retenu CLECT du 21/11/2016 Minoration de 15%</b>
Culture	1 316,00 €	1 118,60 €
<b>SAINTE ANASTASIE</b>	<b>1 316,00 €</b>	<b>1 118,60 €</b>



Concernant les équipements culturels, la CLECT du 21 novembre 2016 a retenu la méthodologie d'évaluation suivante :

- L'ensemble des charges évaluées ont été minorées de 15%.
- Aucune dépense d'investissement n'a été prise en compte dans le transfert de charge et n'est venue impacter à la baisse les AC.

c) Transfert de la compétence Petite Enfance

Il ressort du rapport de CLECT en date 21 novembre 2016, les éléments suivants :

<b>GAREOULT</b>	<b>Evaluation des charges 2015 CLECT du 21/11/2016</b>	<b>Montant retenue CLECT du 21/11/2016 Minoration de 15%</b>
Evaluation petite enfance	146 093,00 €	124 179,05 €
<b>Gareoult</b>	<b>146 093,00 €</b>	<b>124 179,05 €</b>
<b>MEOUNES</b>	<b>Evaluation des charges 2015 CLECT du 21/11/2016</b>	<b>Montant retenue CLECT du 21/11/2016 Minoration de 15%</b>
Evaluation petite enfance	16 200,00 €	13 770,00 €
<b>MEOUNES</b>	<b>16 200,00 €</b>	<b>13 770,00 €</b>
<b>NEOULES</b>	<b>Evaluation des charges 2015 CLECT du 21/11/2016</b>	<b>Montant retenue CLECT du 21/11/2016 Minoration de 15%</b>
Evaluation petite enfance	82 280,00 €	69 938,00 €
<b>NEOULES</b>	<b>82 280,00 €</b>	<b>69 938,00 €</b>
<b>ROCBARON</b>	<b>Evaluation des charges 2015 CLECT du 21/11/2016</b>	<b>Montant retenue CLECT du 21/11/2016 Minoration de 15%</b>
Evaluation petite enfance	170 803,00 €	145 182,55 €
<b>ROCBARON</b>	<b>170 803,00 €</b>	<b>145 182,55 €</b>
<b>LA ROQUEBRUSSANNE</b>	<b>Evaluation des charges 2015 CLECT du 21/11/2016</b>	<b>Montant retenue CLECT du 21/11/2016 Minoration de 15%</b>
Evaluation petite enfance	67 272,00 €	57 181,20 €
<b>LA ROQUEBRUSSANNE</b>	<b>67 272,00 €</b>	<b>57 181,20 €</b>
<b>STE ANASTASIE</b>	<b>Evaluation des charges 2015 CLECT du 21/11/2016</b>	<b>Montant retenue CLECT du 21/11/2016 Minoration de 15%</b>
Evaluation petite enfance	49 265,00 €	41 875,25 €
<b>STE ANASTASIE</b>	<b>49 265,00 €</b>	<b>41 875,25 €</b>

Concernant la compétence Petite Enfance, la CLECT du 21 novembre 2016 a retenu la méthodologie d'évaluation suivante :

- L'ensemble des charges évaluées ont été minorées de 15%.

- Aucune dépense d'investissement n'a été prise en compte dans le transfert de charge et n'est venue impacter à la baisse les AC.

#### d) Compétences non-clectées par la CCVI

Les compétences Développement Economique, Aménagement du territoire, Gemapi, PIDAF, déchets n'ont pas donné lieu à transfert de charges.

### 3- SYNTHESE DE L'HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DES COMMUNES-MEMBRES DE LA CCVI AU 31 DECEMBRE 2016

Le tableau joint en annexe 1 du présent rapport permet de retracer l'évolution et la composition des attributions de compensation de chacune des communes-membres de l'ex. CCVI de 2002 à 2017 suite aux différents transferts de compétences.

En synthèse, au 31 décembre 2016, les attributions de compensation des communes-membres de la CCVI étaient les suivantes :

	Fiscalité transférée	Equipement sportifs	Equipements culturels	Petite enfance	Total charges transférées	AC initiales avant fusion
Forcalqueiret	129 423,00 €	9 770,75 €	- €		9 770,75 €	119 652,25 €
Garéoult	358 474,00 €	138 462,45 €	- €	124 179,05 €	262 641,50 €	95 832,50 €
La Roquebrussanne	143 271,00 €	8 836,60 €	81 749,60 €	57 181,20 €	147 767,40 €	4 496,40 €
Mazaugues	43 852,00 €	222,70 €	2 612,05 €		2 834,75 €	41 017,25 €
Meounes Les Montrieux	210 194,00 €	11 262,50 €	18 516,40 €	13 770,00 €	43 548,90 €	166 645,10 €
Néoules	557 268,00 €	8 211,85 €	31 246,85 €	69 938,00 €	109 396,70 €	447 871,30 €
Rocbaron	405 423,00 €	43 396,75 €	55 222,80 €	145 182,55 €	243 802,10 €	161 620,90 €
Sainte Anastasie	80 833,00 €	23 414,10 €	1 118,60 €	41 875,25 €	66 407,95 €	14 425,05 €
	1 928 738,00 €	243 577,70 €	190 466,30 €	452 126,05 €	886 170,05 €	1 042 567,95 €

Les montants de ces attributions de compensation ont été repris à l'euro près au 1<sup>er</sup> janvier 2017 dans le budget de la CAPV.

## C- HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU COMTE DE PROVENCE (EX CCCP)

La Communauté de Communes du Comté de Provence est passée en fiscalité professionnelle unique (FPU) au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

### 1- LA FISCALITE PROFESSIONNELLE TRANSFEREE PAR LES COMMUNES-MEMBRES DE LA CCCP<sup>6</sup>

En application des dispositions législatives, en 2004, au moment du passage en fiscalité professionnelle unique (FPU), les produits de fiscalité professionnelle retenus ont été ceux perçus par la CCCP l'année précédant celle de la première application du régime de la FPU soit l'exercice 2003.

Pour l'exercice 2003, le produit de la taxe professionnelle de CCCP s'élevait à **8 536 541€**.  
Le produit fiscal transféré s'est élevé à **8 280 747€** ainsi répartis :

<sup>6</sup> Délibération du 12 janvier 2004 relative aux attributions de compensation provisoires et CLECT du 10 décembre 2004

	Produit TP communal 2003	Compensation salaires 2003 (+)	Compensation des exonérations TP 2003 (+)	TOTAL TP des communes 2003 (=)	Produit fiscal des taxes ménages 2003 de la CCCP	TOTAL FISCALITE PROFESSIONNELLE TRANSFEREE
BRIGNOLES	4 850 685,00 €	1 885 660,00 €	38 576,00 €	6 774 921,00 €	92 751,00 €	6 682 170,00 €
CAMPS	32 479,00 €	2 942,00 €	690,00 €	36 111,00 €	10 268,00 €	25 843,00 €
CARCES	265 080,00 €	98 546,00 €	4 543,00 €	368 169,00 €	23 505,00 €	344 664,00 €
LA CELLE	105 847,00 €	13 575,00 €	579,00 €	120 001,00 €	8 241,00 €	111 760,00 €
CHATEAUVERT	3 740,00 €	2 064,00 €	26,00 €	5 830,00 €	1 527,00 €	4 303,00 €
CORRENS	50 934,00 €	11 385,00 €	33,00 €	62 352,00 €	6 445,00 €	55 907,00 €
COTIGNAC	173 278,00 €	41 956,00 €	5 700,00 €	220 934,00 €	27 354,00 €	193 580,00 €
ENTRECASTEAUX	12 691,00 €	603,00 €	44,00 €	13 338,00 €	10 797,00 €	2 541,00 €
MONTFORT	30 921,00 €	12 717,00 €	692,00 €	44 330,00 €	7 621,00 €	36 709,00 €
ST ANTONIN	12 380,00 €	3 759,00 €	-00 €	16 139,00 €	6 346,00 €	9 793,00 €
TOURVES	292 207,00 €	39 436,00 €	4 276,00 €	335 919,00 €	28 850,00 €	307 069,00 €
LE VAL	261 688,00 €	62 559,00 €	2 045,00 €	326 292,00 €	27 263,00 €	299 029,00 €
VINS	213 129,00 €	-924,00 €	-00 €	212 205,00 €	4 826,00 €	207 379,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>6 305 059,00 €</b>	<b>2 174 278,00 €</b>	<b>57 204,00 €</b>	<b>8 536 541,00 €</b>	<b>255 794,00 €</b>	<b>8 280 747,00 €</b>

En 2008, la CCCP a procédé à la régularisation des rôles supplémentaires de taxe professionnelle<sup>7</sup>.

Il s'agissait de procéder à une régularisation au titre des rôles complémentaires de TP 2003 et de les réintégrer dans les attributions de compensation.

Cette régularisation faisait suite à l'audit des bases de TP réalisé par la commune de Brignoles.

Communes	Montants Rôles complémentaires TP 2003
BRIGNOLES	164 976,00 €
CAMPS	-00 €
CARCES	4 443,00 €
LA CELLE	198,00 €
CHATEAUVERT	-00 €
CORRENS	
COTIGNAC	3 051,00 €
ENTRECASTEAUX	123,00 €
MONTFORT	
ST ANTONIN	
TOURVES	4 741,00 €
LE VAL	2 877,00 €
VINS	13 054,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>193 3,00 €</b>

## 2- LES COMPETENCES ET EQUIPEMENTS TRANSFERES ENTRE 2004 ET 2016

Entre les exercices 2004 et 2016, les compétences transférées des communes-membres à la CCCP ont été les suivantes :

- Compétence Voirie (2004 et 2016)

<sup>7</sup> Délibération n°2008-27 du 3 mars 2008

- Compétence Développement Economique (2004)
- Compétence Tourisme
- Compétence Enseignement Artistique et Culturel (2010)
- Compétence Déchets (2011)
- Compétence Petite Enfance (2011)
- Compétence Point d'Accès au Droit (2016)

En outre, la CCCP a procédé au transfert d'équipements servant à l'exercice des compétences transférées :

- Transfert Musée des Gueules Rouges (2009)
- Transfert piscine de Brignoles (2011)
- Transfert Centre d'Art de Châteauevert (2016)
- Transfert Musée des Comtes de Provence (2016)
- Transfert du bâtiment des Ursulines (2016)

#### a) Transfert de la compétence Voirie (2004 et 2016)

En 2004, l'évaluation des charges de la compétence voirie a été effectuée à partir de la détermination des critères suivants :

- Type de revêtement : bicouche ou enrobé,
- Surface à entretenir (Largeur X longueur) en M<sup>2</sup>,
- Coût au m<sup>2</sup> : pour le bicouche 5€ le m<sup>2</sup> sur 8 ans et pour les enrobés 12,5€/M<sup>2</sup> sur 12 ans

La méthode de calcul a été appliquée en fonction du type de revêtement selon la formule suivante : (Surface X le coût au m<sup>2</sup>) / le nombre d'années.

Ainsi, l'évaluation des charges retenues pour les communes concernées est la suivante :

	Montant retenu pour évaluation compétence voirie
BRIGNOLES chemins des Pourraques , chemin de Ceinture et chemin de Val de Camps	23 011,00 €
CAMPS LA SOURCE Chemin Val de Camps et chemin des Pourraques	6 123,00 €
CARCES Route Carces Cotignac et Chemin des Plaines	743,00 €
CHATEAUVERT	-00 €
CORRENS Route Correns Montfort	3 465,00 €
COTIGNAC Route Cotignac Carces	371,00 €
ENTRECASTEAUX Chemin des Plantades	248,00 €
TOURVES Chemin de Ceinture	8 181,00 €
LA CELLE Pré Tulière	1 485,00 €
LE VAL	-00 €
MONTFORT Route Montfort Correns et Chemin des Plaines	3 836,00 €
SAINT ANTONIN Chemin des Plantades	248,00 €
VINS	-00 €
<b>TOTAL EVALUATIONS CHARGES VOIRIES</b>	<b>47 711,00 €</b>

En 2016, de nouvelles voiries communales ont fait l'objet d'un transfert à la CCCP.

La méthode d'évaluation est la même que celle retenue lors des transferts de voirie de 2004.

L'évaluation des charges de la compétence voirie a été effectuée en tenant compte des critères suivants :

- Type de revêtement : bicouche ou enrobé,
- Surface à entretenir (Largeur X longueur) en M<sup>2</sup>,

- Coût au m<sup>2</sup> : pour le bicouche 5€ le m<sup>2</sup> sur 8 ans et pour les enrobés 12,5€M<sup>2</sup> sur 12 ans

La méthode de calcul a été appliquée en fonction du type de revêtement selon la formule suivante : (Surface X le coût au m<sup>2</sup>)/ le nombre d'années.

L'évaluation des charges retenues pour les communes concernées est la suivante :

**1- Commune de Tourves**

Voirie	MONTANT
Chemin de ceinture	1 613,00 €

**2- Commune de Montfort**

Voirie	MONTANT
Route Correns-Montfort	4 108,00 €

**3- Commune de Correns**

Voirie	MONTANT
Route Correns-Montfort	8 089,00 €

**b) Transfert de la Compétence Développement Economique (2004)**

Seule la commune de Brignoles était concernée par le transfert de cette compétence :

Zone des Consacs	Montant retenu pour évaluation
Entretien Bd B Long	10 465,00 €
Entretien chemin des Consacs	474,00 €
Raccord zone consacs / N7	758,00 €
<b>Total Zone des Consacs</b>	<b>11 697,00 €</b>
<b>Zone de Nicopolis</b>	<b>Montant retenu pour évaluation</b>
Voieries	10 901,00 €
Rond point	-00 €
Persolle : 2 agents	49 000,00 €
Locaux	1 000,00 €
Autres moyens matériel	5 000,00 €
<b>Total zone de Nicopolis</b>	<b>65 901,00 €</b>
<b>Total compétence economie</b>	<b>77 598,00 €</b>

**c) Transfert de la Compétence Tourisme**

En 2006, seule la commune de Brignoles était concernée par ce transfert de charge qui a porté uniquement sur les charges en personnel :

Transfert compétence Tourisme	
Charges en personnel (chp.12)	Evaluation tourisme
Personnel 2 agents	42 629,00 €
<b>Total charges transférées</b>	<b>42 629,00 €</b>

En 2014, la CCCP a procédé à une régularisation pour le transfert des compétences accueil et promotion du tourisme<sup>8</sup>.

Les révisions des attributions de compensation des communes concernées ont été faites dans le cadre d'une révision libre.

En effet, depuis 2004, trois communes avaient continué à exercer la compétence malgré le transfert (Cotignac, Carcès et Correns). Compte tenu de la difficulté à évaluer cette charge, le cabinet BST a procédé à l'évaluation de la charge pour ces trois communes, comme suit :

	Régularisation tourisme
CARCES	43 724,00 €
CORRENS	18 345,00 €
COTIGNAC	46 552,00 €
TOTAL	108 621,00 €

d) Transfert de la compétence enseignement artistique en 2010<sup>9</sup>

Le transfert a consisté, d'une part, à intégrer l'Ecole Municipale de Musique, d'Arts et de Danse (EMAMD) de Brignoles à la CCCP. Cette école accueillait les enfants des communes rattachées à la CCCP.

La méthodologie retenue pour évaluer la charge à transférer s'est appuyée sur les éléments suivants :

- Charges de fonctionnement : moyenne des comptes administratifs de la ville de 2006 à 2008
- Frais de structure : calcul du coût du service RH par agent transféré + coût du service Finances
- Charges liées à l'équipement

Evaluation des charges de fonctionnement de l'EMAMD	
Désignations	Moyenne des comptes administratifs de 2006 à 2008
Dépenses du service	18 798,00 €
Dépenses du personnel	391 760,00 €
Total DF	410 558,00 €
Recettes	68 988,00 €
Coût net de la SF	341 570,00 €

---

<sup>8</sup> Délibération du 17 février 2014 et CLECT du 03 février 2014

<sup>9</sup> CLECT du 31 août 2009

Evaluation des frais de structure	
Ratio 1 : cout service RH	
Cout du service RH	160 951,00 €
Nombre d'agents	325
Cout du service par agent	495,00 €
Nombre d'agents transférés	23
Montant des frais de structures RH	23 X 495€ = <b>11 390€</b>

Ratio 2 : cout du service comptable	
Cout service comptable	160 856,00 €
DRF + DRI	26 682 054,00 €
RRF + RRI	29 735 695,00 €
Cout service comptable	0,0003
Montant DRF transférées	410 558,00 €
Montant RRF transférées	68 988,00 €
Montant frais pour transfert EMAMD	1 366,00

#### ⇒ Evaluation des charges liées à l'équipement

Pour les biens immobiliers : la CLECT a considéré que le bâtiment de la Burlière et autres bâtiments n'étaient ni indispensables ni essentiels à l'exercice de la compétence. Ces biens n'ont donc pas fait l'objet d'un transfert. Les bâtiments concernés ont été mis à disposition de la CCCP à titre gratuit.

Pour les biens mobiliers : ceux nécessaires à l'exercice de la compétence (instruments) ont été transférés. Les autres n'ont pas été pris en compte. Ils ont été mis à disposition gratuitement.

#### Calcul du coût annualisé des équipements transférés :

	Instruments	Informatique	Total
Valeur d'achat des équipements	45 644,00 €	3 464,00 €	
(-) subventions reçues	4 720,00 €		
(=) Cout réel	40 924,00 €	3 464,00 €	
(/) Durée d'amortissement	10	5	
<b>(=) Cout annualisé</b>	<b>4 092,40 €</b>	<b>692,80 €</b>	<b>4 785,20 €</b>

L'évaluation totale de la charge s'est donc élevée à 359 112,20€ ainsi détaillée :

	Total charge à transférer
SF	341 570,00 €
Frais de structure	12 757,00 €
Equipements	4 785,20 €
<b>Total charge</b>	<b>359 112,20 €</b>

La répartition de la charge a été effectuée au prorata du nombre d'élèves de chaque commune fréquentant l'école. Les élèves hors territoire ont été supportés par la commune de Brignoles, ville centre.

	Nombre élèves	Charge à transférer
BRIGNOLES	290	236 150,88 €
CAMPS	26	21 172,15 €
CARCES	5	4 071,57 €
LA CELLE	23	18 729,21 €
CHATEAUVERT	0	0
CORRENS	1	814,31 €
COTIGNAC	1	814,31 €
ENTRECASTEAUX	0	0
MONTFORT	6	4 885,88 €
ST ANTONIN	0	-00 €
TOURVES	19	15 471,95 €
LE VAL	11	8 957,45 €
VINS	8	6 514,51 €
Hors CCCP	51	41 529,98 €
<b>TOTAL</b>	<b>441</b>	<b>359 112,20 €</b>
COUT PAR ELEVE	814,31 €	

Concernant la commune de Brignoles, une régularisation des charges liées à l'entretien des salles de l'école de musique est intervenue en 2016 pour un montant de 18 283,00 € impactés sur l'attribution de compensation de la commune.

D'autre part, concernant les communes de Correns, Châteauvert et Le Val, le transfert de la compétence Enseignement Artistique et Culturel a consisté à évaluer le coût de leur adhésion à l'Ecole de Musique du Haut-Var (EMHV).

Le montant retenu par la CLECT est la moyenne des sommes mandatées par la commune à l'EMHV sur la période 2006 à 2008.

	CORRENS	CHATEAUVERT	LE VAL
Moyenne 2006 à 2008 mandaté par la commune à l'EMHV	2 838,00 €	539,00 €	13 160,00 €
Frais de structure :	17,03 €	3,23 €	78,96 €
<b>Total charge à transférer</b>	<b>2 855,03 €</b>	<b>542,23 €</b>	<b>13 238,96 €</b>

#### e) Transfert de la compétence Collecte et traitement des déchets ménagers (2011)

⇒ Pour les communes adhérentes au SIVOM du Haut Var

Il s'agissait des communes de Carcès, Cotignac, Entrecasteaux, Monfort et Saint-Antonin du Var. Jusqu'en 2011, les communes réglaient une cotisation par habitant. Mais le syndicat a décidé de ne plus percevoir cette cotisation et de couvrir directement par la TEOM. Donc, il n'y avait pas lieu de procéder à un transfert de charge.

⇒ Pour les communes adhérentes au SIVED

En 2012, le montant total du produit de TEOM perçu par le SIVED pour le territoire de la CCCP s'élevait à 4 534 306€.

En 2012, le montant total des recettes déchets s'élevait à 4 893 242€ (TEOM + redevance spéciale).

Les charges du SIVED étaient donc couvertes par les recettes. Il n'y a donc pas eu de transfert de charges pour cette compétence.



**f) Transfert de la compétence Petite Enfance (2011)**

Pour les dépenses de fonctionnement, la CLECT a retenu le montant constaté dans le dernier compte administratif des communes ayant une structure petite enfance.

Pour les recettes de fonctionnement, la CLECT a pris en compte les recettes familles constatées dans le dernier compte administratif et recettes CAF prévisionnelles

Pour les dépenses d'équipements :

- Concernant la commune de Brignoles (Pas de Grain, Bonifay, JEM), prise en compte de l'actif de la commune
- Concernant la commune de la Celle, pour le bâtiment des Nistouns d'une part, prise en compte des données issues du marché de travaux et pour la Souris Verte d'autre part, prise en compte de l'avis des domaines
- Concernant la commune de Cotignac (crèche les Papillons), prise en compte de l'avis des domaines

Sur la base de cette méthodologie, la charge transférée par commune est la suivante :

	Charge transférée
BRIGNOLES	652 973,63 €
LA CELLE	73 064,00 €
COTIGNAC	20 933,00 €
TOURVES	73 793,10 €
CARCES	10 231,08 €
ENTRECASTEAUX	926,61 €
MONTFORT	339,76 €
CAMPS	32 304,91 €
LE VAL	62 495,70 €
TOTAL	927 061,79 €

**g) Transfert de la Compétence Point d'Accès au Droit (2016)<sup>10</sup>**

Le schéma de mutualisation voté le 30 mars 2015 a proposé la mutualisation du Point d'Accès au Droit à compter du 1er janvier 2016.

L'estimation des dépenses de fonctionnement provient des comptes administratifs de la Commune de Brignoles. La CLECT a retenu la moyenne des comptes administratifs de 2013 à 2015

Aucun bâtiment n'a été transféré.

Le conseil communautaire a acté que les attributions de compensation négatives ne seraient pas versées par les communes à la CCCP. Les communes concernées étaient Châteauvert et Camps la Source.

---

<sup>10</sup> Rapport CLECT du 02 février 2016 et délibération 19 septembre 2016

Transfert du PAD	
	Montant
Dépenses de fonctionnement	34 273,00 €
Recettes de fonctionnement	18 433,00 €
Cout net	15 840,00 €
Frais de structure	158,00 €
Total des charges transférées	15 998,00 €
Application d'un coefficient de 65 % *	10 398,70 €

\*car le PAD profite à tout le territoire CCCP

La charge a été répercutée sur les seules attributions de compensation de la commune de Brignoles.

Outre des transferts de compétences, la CCCP a procédé à des transferts d'équipements nécessaires à l'exercice des compétences. Ces transferts ont aussi fait l'objet d'évaluation répercutées sur les attributions de compensation des communes.

#### h) Transfert d'équipement : piscine de Brignoles (2011)

Pour l'évaluation des charges de fonctionnement, la CLECT a retenu les montants inscrits au compte administratif 2011 de la Ville, à savoir :

	CA 2011
Dépenses de fonctionnement	209 741,00 €
Recette de fonctionnement	25 536,00 €
<b>Charge nette de fonctionnement</b>	<b>184 205,00 €</b>

Pour l'évaluation des charges de structure, la CLECT a relevé la problématique du coût RH qui est habituellement calculé en fonction du nombre d'agents transférés. Pour la piscine, peu d'agent ont été transférés car il s'agissait principalement de saisonniers.

La CLECT a réalisé une estimation sur la base de **4,25 ETP sur une année**.

Charges de structure Piscine de Brignoles	
Désignations des charges	Evaluation
Cout du ST	15 000,00 €
Cout comptable	705,00 €
Cout RH	3 412,00 €
<b>Total frais de structure</b>	<b>19 117,00 €</b>

Pour l'évaluation du coût annualisé de l'équipement, selon la réglementation il convient de prendre en compte le coût d'origine de l'équipement ou le coût de renouvellement

La piscine de Brignoles a été construite en 1970. Le coût de construction est dérisoire par rapport au coût de construction actuel. La CLECT a donc pris en compte le coût de renouvellement de l'équipement :

Réhabilitation bassin extérieur		1 632 000 €
Destruction des plongeoirs		45 000 €
<b>Total COUT EQUIPEMENT</b>		<b>1 677 000 €</b>
Durée de vie du bâtiment en année		30
<b>COUT ANNUALISE DU BATIMENT</b>		<b>55 900 €</b>

Synthèse de la charge transférée pour la piscine de Brignoles	
Charges de fonctionnement	184 205,00 €
Frais de structure	19 117,00 €
Cout annualisé de l'équipement	55 900 €
<b>TOTAL CHARGE A TRANSFERER</b>	<b>259 222,00 €</b>

i) Transfert d'équipement : Musée des Gueules Rouges de Tourves (2009)<sup>11</sup>

L'évaluation retenue par la CLECT précise "que le coût annualisé de l'équipement n'a pas lieu d'être annualisé en raison de la cession à l'euro de l'équipement de la commune de Tourves à la CCCP ».

				CA 2006 Tourves
Chapitre 011				8 272,00 €
Chapitre 012 pour entetien espaces verts, des batiments et agent transféré				23 975,00 €
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>32 247,00 €</b>
Recettes entrées musée				1 211,00 €
CNASEA				1 006,00 €
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>				<b>2 217,00 €</b>
<b>COUT NET MUSEE</b>				<b>30 030,00 €</b>

j) Transfert d'équipement : Centre d'Art de la Commune de Châteauneuf

Pour l'évaluation des charges de fonctionnement, la CLECT a retenu les montants inscrits au compte administratif 2016 de la commune, à savoir :

Compte administratif 2016 commune Transfert CACC	
	CA 2016
Dépenses de fonctionnement	16 223,00 €
Valeur du bien	1 278 010,00 €
Subventions reçues	845 040,00 €
Cout net	432 970,00 €
Durée de vie du bien	50,00
Cout annuel de l'équipement	8 659,40 €
Frais de structure	48,67
<b>CHARGE NETTE A TRANSFERER</b>	<b>24 931,07 €</b>

<sup>11</sup> CLECT du 19 janvier 2019 et délibération n°2009-02 du 09 février 2009

La commune de Châteauvert aurait eu une attribution de compensation négative de 21 170€ si le conseil communautaire n'avait pas fait le choix de la neutraliser.

**k) Transfert d'équipement : Musée des Comtes de Provence de Brignoles**

Concernant les dépenses de fonctionnement, la CLECT a retenu la moyenne des comptes administratifs de la Ville de 2013 à 2015.

Concernant les dépenses d'équipement, tout le bâtiment a été transféré sauf la Maison Champey.

	Montant
Dépenses de fonctionnement	122 512,00 €
Recettes de fonctionnement	-00 €
<b>Cout net de fonctionnement</b>	<b>122 512,00 €</b>
Valeur du bien à l'actif	2 030 679,00 €
Recettes	501 366,00 €
Valeur nette du bien à l'actif	1 529 313,00 €
Durée de vie	50,00 €
<b>Cout net annualisé à transférer</b>	<b>30 586,26 €</b>
<b>Frais de structure</b>	<b>4 602,00 €</b>
<b>TOTAL CHARGE A TRANSFERER</b>	<b>157 700,26 €</b>

**l) Transfert d'équipement : Accueil de jour Alzheimer (2015)**

L'ouverture de l'Accueil de Jour a eu lieu en 2013.

La CLECT a pris en compte la moyenne des comptes administratifs 2013 et 2014. La section de fonctionnement n'a pas été retenue, car il s'agit d'un budget autonome qui doit s'équilibrer tant en recettes qu'en dépenses. Seul le coût de l'équipement a été retenu.

Transfert Accueil de Jour Alzheimer	
	Moyenne des CA 2013 et 2014
Dépenses de fonctionnement	166 597,00 €
Recette de fonctionnement	186 138,00 €
<b>Charge nette en SF</b>	<b>-19 541,00 €</b>

*Non prise en compte pour le transfert*

Cout de construction	1 272 660,00 €
Recettes perçues	841 028,00 €
Cout net	431 632,00 €
Durée de vie	50,00 €
<b>Cout net équipement annualisé</b>	<b>8 632,64 €</b>
<b>Charges de structure</b>	<b>14 139,00 €</b>
<b>TOTAL CHARGE TRANSFEREE</b>	<b>22 771,64 €</b>

m) Transfert d'équipement : Bâtiment des Ursulines

Lors du transfert de l'EMAND, seules les dépenses liées à l'activité de la compétence avaient fait l'objet d'une évaluation et d'un transfert de charges.

Un PV de mise à disposition du bâtiment des ursulines a été établi en 2015.

Le transfert de 2015 consistait à régulariser les charges de fonctionnement du bâtiment à partir des éléments transmis par la collectivité sur les 3 dernières années (Comptes administratifs de 2013 à 2015)

	Montant
Dépenses de fonctionnement	24 362,00 €
Frais de structure	73,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>24 435,00 €</b>

Or le montant pris en compte dans la délibération et impactant les attributions tient compte de l'équipement soit un écart de 53 406,89 € alors que l'évaluation faite dans le rapport de la CLECT précise que l'investissement n'a pas à être pris en compte.

Il est à noter que cette dépense a été uniquement répercutée sur la commune de Brignoles alors que toutes les communes bénéficiaient de la compétence enseignement artistique. De plus, lors du premier transfert, la charge avait été répercutée pour chaque commune au prorata du nombre d'enfants.

3- SYNTHESE DE L'HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DES COMMUNES-MEMBRES DE LA CCCP AU 31 DECEMBRE 2016

Le tableau joint en annexe 1 du présent rapport permet de retracer l'évolution et la composition des attributions de compensation de chacune des communes-membres de l'ex. CCCP de 2002 à 2017 suite aux différents transferts de compétences.

En synthèse, au 31 décembre 2016, les attributions de compensation des communes-membres de la CCCP étaient les suivantes :

	AC REPRISES A LA FUSION
BRIGNOLES	5 268 566,00 €
CARCÈS	290 337,00 €
CORRENS	22 516,00 €
COTIGNAC	127 959,00 €
ENTRECASTEAUX	1 492,00 €
LA CELLE	18 681,00 €
LE VAL	217 364,00 €
MONTFORT SUR ARGENS	23 543,00 €
TOURVES	182 720,00 €
VINS SUR CARAMY	213 920,00 €
CHATEAUVERT	-00 €
CAMPS LA SOURCES	-00 €
<b>TOTAL AC</b>	<b>6 367 098,00 €</b>

## **PARTIE 2 - LES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION DEPUIS LA FUSION**

Le rapport quinquennal doit permettre aux élus d'apprécier la pertinence de l'évaluation menée (et de la méthodologie employée), au regard du coût net effectivement supporté par l'intercommunalité suite aux transferts de compétences.

### **A- LES TRANSFERTS DE COMPETENCES EFFECTUES EN 2017**

#### **1- Transfert de la compétence obligatoire « Politique de la Ville »**

##### **a) Méthodologie d'évaluation**

Les charges de fonctionnement ont été évaluées d'après les éléments transmis par la commune de Brignoles et d'après leur coût réel dans les 3 derniers comptes administratifs de la commune, déduction faite des recettes.

- Pour les chapitres 011 et 65, il a été retenu la moyenne des 3 derniers comptes administratifs.
- Pour le chapitre 012, il a été retenu le montant inscrit sur le dernier compte administratif (2016), qui correspond aux charges de personnel réellement transférées et dont la Communauté d'agglomération aura réellement la charge (soit 4 ETP).
- Pour le chapitre 74, il a été retenu le montant inscrit sur le dernier compte administratif (2016), qui correspond aux recettes de fonctionnement réellement transférées.

La charge de fonctionnement transférée est égale à la différence entre les recettes et les dépenses tel que décrites ci-dessus.

Les frais de structures sont de 3 sortes : coûts RH, coût comptable et interventions services techniques.

- Estimation d'un coût RH : coût du service RH / Nombre d'agents = 805 €  
Frais de structure RH = coût RH \* nombre d'agents transférés
- Estimation d'un coût comptable : coût RH du service comptable /montant dépenses et recettes = 0.0030 €  
Frais de structure « comptable » = coût comptable \* somme des dépenses et recettes liées au transfert.
- Coût journée moyen d'intervention des services techniques : 262,50 €  
Estimation d'un coût d'intervention des services techniques : coût moyen ST \* nombre d'heures d'intervention des ST sur le bâtiment transféré.

Les montants des coûts de structure (comptable et RH) ont été retirés du montant des charges transférées, les membres de la CLECT considérant qu'il s'agit de charges fixes pour les communes.

##### **b) Evaluation de la charge transférée en 2017**

Le montant retenu pour l'évaluation de la charge s'élève à 205 896,00 €, à impacter sur les attributions de compensation de la commune de Brignoles.

TRANSFERT POLITIQUE VILLE - VILLE DE BRIGNOLES							
1-	Charge de fonctionnement		CA 2014	CA 2015	CA 2016	MONTANT RETENU	
	TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		195 849,70	212 656,15	217 170,20	213 996,09	
	Chapitre 011 et 65		45 000,00	49 857,52	52 189,93	49 015,82	
	65731- Etat		0,00	0,00	1 154,04	384,68	
	6574 - Subvention fonct personne droit privé		45 000,00	48 250,00	48 500,00	47 250,00	
	60623- Alimentation		0,00	0,00	33,40	11,13	
	6226 - Honoraires		0,00	214,80	2 131,20	782,00	
	6232 - Fêtes et cérémonies		0,00	1 392,72	371,29	588,00	
	62622- Frais téléphoniques						
	Chapitre 012 - 4 ETP transférés		150 849,70	162 798,63	164 980,27	164 980,27	
	TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT		14 679,00	11 854,00	8 100,00	8 100,00	
	7472 - Région		12 340,00	2 854,00	7 500,00	7 500,00	
	74718- Autres		2 339,00	9 000,00	600,00	600,00	
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT NET		181 170,70	200 802,15	209 070,20	205 896,09	
	Charges financières		0,00	0,00	0,00		
	TOTAL				0,00		
	Nombre d'année d'amortissement						
	Tansfert de charges financières		0,00	0,00	0,00	0,00	
			Eléments issus de l'actif de la commune				
2-	CALCUL DU COUT de renouvellement du batiment transféré		0,00	0,00	0,00		
	cout de Construction ttc						
	coût du terrain						
	total dépenses		0,00	0,00	0,00	0,00	
	subventions construction perçues						
	subvention terrain						
	fctva travaux					0,00	
	total recettes		0,00	0,00	0,00	0,00	
	= cout net du bâtiment		0,00	0,00	0,00	0,00	
	durée de vie moyenne		50,00	50,00	50,00	50,00	
	cout annualisé pour le batiment		0,00	0,00	0,00	0,00	
	total cout annualisé de l'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	
3-	CALCUL DU COUT DE STRUCTURE		CA 2014	CA 2015	CA 2016	MONTANT RETENU	
	COUT SERVICES TECHNIQUES						
	Coût journée du service technique moyen		262,50	262,50	262,50	262,50	
	Nombre de jour d'intervention						
	Montant du coût du service technique		0,00	0,00	0,00	0,00	
	COUT COMPTABLE		Cout du service comptabilité par euro traité de réf	0,0030	0,0030	0,0030	0,0030
x	montant total des charges ET RECETTES transférées						
=	Montant à transférer pour le coût comptable		0,00	0,00	0,00	0,00	
	COUT RH		Cout du service rh par agent de référence	805,00	805,00	805,00	805,00
X	Nombre d'agent affecté à la compétence						
=	montant à transférer pour le coût RH		0,00	0,00	0,00	0,00	
	Total coût de structure transféré		0,00	0,00	0,00	0,00	
	Total transfert politique de la ville		181 170,70	200 802,15	209 070,20	205 896,09	

### c) Coût actuel de la compétence Politique de la Ville exercée par l'Agglomération

En 2020, la compétence politique de la ville est évaluée à 103 737€. La compétence recouvre les actions et les domaines suivants :

- Appel à projet contrat de Ville et Ville vie et vacances : 42 000€
- Programme de Réussite Educative (PRE) : 9 500€
- Convention de prestation avec le Conseil en Architecture et urbanisme du Var pour une mission d'esquisse d'aménagement urbain dans les quartiers Est (CAUE) : 6 000€
- Coûts RH (1 ETP) : 46 237€.

La compétence transférée en 2017 était évaluée à 205 896€.

En 2020, la compétence est évaluée à 103 737€.

L'écart se justifie principalement par les coûts RH. En effet, en 2017, la commune a transféré 4 ETP pour l'exercice de la compétence (soit 164 980€) et en 2020 la compétence est exercée par 1 ETP seulement (soit 46 237€). La Politique de la Ville est désormais développée avec la Politique Cohésion Sociale dont les actions portent sur les 28 communes-membres.

## 2- La compétence « Antenne de justice »

### a) Méthodologie d'évaluation

Les charges de fonctionnement ont été estimées à partir des éléments transmis par la Commune de Saint-Maximin sur les comptes administratifs 2014 à 2016 comme suit :

- Pour le chapitre 011 : moyenne des montants inscrits sur les CA 2014 à 2016.
- Pour le chapitre 65 : moyenne des montants inscrits sur les CA 2014 à 2016.
- Pour le chapitre 012 (3 ETP transférés) : montant inscrit sur le CA 2016.
- Pour le chapitre 67 : moyenne des montants inscrits sur les CA 2014 à 2016 pour le compte 673 (titres annulés) et non prise en compte des charges exceptionnelles (22 000€).
- Pour le chapitre 74 : montant inscrit sur le CA 2016.

La charge de fonctionnement transférée est égale à la différence entre les recettes et les dépenses tel que décrit ci-dessus.

Les frais de structures sont de 3 sortes : coûts RH, coût comptable, interventions services techniques.

- Estimation d'un coût RH :  $\text{coût du service RH} / \text{Nombre d'agents} = 805,00 \text{ €}$   
Frais de structure RH = coût RH \* nombre d'agents transférés
- Estimation d'un coût comptable :  $\text{coût RH du service comptable} / \text{montant dépenses et recettes} = 0.0030 \text{ €}$   
Frais de structure « comptable » = coût comptable \* somme des dépenses et recettes liées au transfert.
- Coût journée moyen d'intervention des services techniques : 262.50 €  
Estimation d'un coût d'intervention des services techniques :  $\text{coût moyen ST} * \text{nombres d'heures d'intervention des ST sur le bâtiment transféré}$ .

Les montants des coûts de structure (comptable et RH) ont été retirés du montant des charges transférées, les membres de la CLECT considérant qu'il s'agit de charges fixes pour les Communes.



## b) Evaluation de la charge transférée en 2017

L'évaluation des charges relatives à la compétence « antenne de justice de Saint Maximin » retenue par la CLECT s'élève à **116 515 €**

Le détail des charges et des recettes prises en compte est détaillé dans le tableau ci-après.

TRANSFERT DE : ANTENNE DE JUSTICE - VILLE DE SAINT MAXIMIN					
1-	Charge de fonctionnement	CA 2014	CA 2015	CA 2016	Montant retenu
	TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	109 897,63	106 110,96	150 275,70	148 478,32
	Chapitre 011	24 560,85	10 173,75	20 501,57	18 412,06
	60612 - Energie - Electricité	3 737,50	3 857,71	4 494,48	4 029,90
	60623 - Alimentation	0,00	0,00	90,04	30,01
	60632 - Fournitures de petit équipement	0,00	251,67	826,74	359,47
	6064 - Fournitures administratives	30,88	562,24	315,37	302,83
	6068 - Autres matières et fournitures	0,00	4,45	0,00	1,48
	6011 - Contrats de prestations de services	16 251,00	1 292,44	491,27	6 011,57
	6135 - Locations mobilières	1 192,01	653,36	954,24	933,20
	6156 - Maintenance	591,57	354,72	271,03	405,77
	6182 - Documentation générale et technique	45,01	0,00	0,00	15,00
	6188 - Autres frais divers				
	6226 - Honoraires	0,00	1 788,00	11 247,00	4 345,00
	6251 - Voyages et déplacements	66,50	59,20	0,00	41,90
	6257 - Réceptions	245,25	273,04	56,41	191,57
	6232 - Frais de télécommunication	2 401,13	1 076,92	1 754,99	1 744,35
	Chapitre 012	78 336,78	78 305,01	117 896,23	117 896,23
	6336 - Cotisations aux CDG et CNFPT	1 053,99	969,59	1 285,13	1 285,13
	64111 - Rémunération principale	43 543,75	46 513,46	69 301,45	69 301,45
	64112 - NBI, SFT	1 075,70	797,39	1 750,09	1 750,09
	64118 - Autres indemnités	7 737,10	7 553,50	11 478,89	11 478,89
	64131 - Rémunérations	1 879,90	0,00	0,00	0,00
	6451 - Cotisations à l'URSSAF	7 895,38	6 945,86	9 610,03	9 610,03
	6453 -Cotisations aux caisses de retraites	13 627,59	14 309,80	22 071,18	22 071,18
	6454 - Cotisations ASSEDIC	103,45	0,00	0,00	0,00
	6455 - Cotisations pour assurance du personnel	768,54	473,25	1 554,01	1 554,01
	6458 - Cotisation aux autres organismes sociaux	427,85	407,46	563,68	563,68
	6471 - Prestations versées pour compte FNAL	223,53	203,70	281,77	281,77
	6475 - Medecine du travail	0,00	131,00	0,00	0,00
	Chapitre 65	7 000,00	15 781,00	9 781,00	10 854,00
	65738 - Autres organismes publics	7 000,00	7 000,00	7 000,00	7 000,00
	6574 - Subvention de fonctionnement aux associations	0,00	8 781,00	2 781,00	3 854,00
	Chapitre 67	0,00	1 851,20	2 096,90	1 316,03
	673 - Titres annulés	0,00	1 851,20	2 096,90	1 316,03
	6718 - Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	110 060,50	25 313,00	32 766,00	31 963,17
	74718 - Autres				
	7472 - Région	30 000,00	0,00	0,00	0,00
	7473 - Département	42 250,00	0,00	0,00	0,00
	74748 - Autres communes	37 810,50	25 313,00	32 766,00	31 963,17
	CHARGES DE FONCTIONNEMENT NET	-162,87	80 797,96	117 509,70	116 515,15

Le compte administratif 2016 de la commune de Saint-Maximin-La-Sainte-Baume permet de constater que les communes de Bras, Nans les Pins, Ollières, Pourcieux, Pourrières, Rougiers et Tourves participaient au coût de fonctionnement de ce service.

La CLECT a donc décidé de retenir le montant inscrit sur le dernier compte administratif de la Commune de Saint-Maximin.

Concernant la Commune de Rougiers il est constaté dans le compte administratif 2016, aucune participation. La CLECT a décidé de retenir la moyenne des 3 derniers comptes administratifs.

Le montant total retenu par la CLECT pour répercuter la charge sur les communes concernées s'est donc élevé à la somme de **23 438,00 €**. Le détail par commune figure dans le tableau ci-dessous :

COMMUNE	2014	2015	2016	Montant retenu par la CLECT	Méthode
OLLIERES	834,60 €	638,00 €	635,00 €	635,00 €	CA 2016
PLANDAUPS	2 256,80 €	1 878,00 €	1 975,00 €	1 975,00 €	CA 2016
POURRIERES	5 913,70 €	4 599,00 €	4 813,00 €	4 813,00 €	CA 2016
NANS LES PINS	5 462,60 €	4 217,00 €	4 231,00 €	4 231,00 €	CA 2016
ROUGIERS	2 096,90 €	1 598,00 €	- €	1 231,63 €	Moyenne
POURCIEUX	1 539,20 €	1 194,00 €	1 403,00 €	1 403,00 €	CA 2016
TOURVES	6 440,20 €	5 043,00 €	5 032,00 €	5 032,00 €	CA 2016
BRAS	3 324,10 €	2 583,00 €	2 607,00 €	2 607,00 €	CA 2016
<b>TOTAL</b>	<b>27 868,10 €</b>	<b>21 750,00 €</b>	<b>20 696,00 €</b>	<b>23 438,03 €</b>	

En 2018, est intervenue une nouvelle régularisation dans ce transfert.

En effet, dans le cadre du transfert de l'antenne de justice à la CAPV, la CLECT du 15 septembre 2017 s'était prononcée sur la prise en compte des recettes constatées dans les comptes administratifs 2016 de la Commune de Saint Maximin, (sauf pour Rougiers, prise en compte de la moyenne des années 2014, 2015 et 2016).

Certaines communes ont démontré, par leurs comptes administratifs, qu'elles n'avaient pas participé à l'antenne de justice à hauteur de ces montants.

La CLECT a proposé de régulariser cette évaluation selon les modalités suivantes :

Commune	2014	2015	2016	Montant retenu par la CLECT le 15 septembre 2017	Méthode retenue par la CLECT du 15 septembre 2017	Contestation des montants par communes Oui-Non
Ollières	834,60 €	638,00 €	635,00 €	635,00 €	CA 2016	Non
Plan d'Aups	2 256,80 €	1 878,00 €	1 975,00 €	1 975,00 €	CA 2016	
Pourrières	5 913,70 €	4 599,00 €	4 813,00 €	4 813,00 €	CA 2016	Non
Nans les Pins	5 462,60 €	4 216,00 €	4 231,00 €	4 231,00 €	CA 2016	Non
Rougiers	2 096,90 €	1 598,00 €	- €	1 231,00 €	Moyenne	Oui
Pourcieux	1 539,20 €	1 194,00 €	1 403,00 €	1 403,00 €	CA 2016	Non
Tourves	6 440,20 €	5 043,00 €	5 032,00 €	5 032,00 €	CA 2016	Oui
Bras	3 324,10 €	2 583,00 €	2 607,00 €	2 607,00 €	CA 2016	Non
<b>Total</b>	<b>27 868,10 €</b>	<b>21 749,00 €</b>	<b>20 696,00 €</b>	<b>21 927,00 €</b>		

Deux communes ont contesté les montants. La CLECT a donc revu l'évaluation de la charge afin de la régulariser conformément aux montants mandatés par les communes.

Commune	2014	2015	2016	Montant retenu par la CLECT le 15 septembre 2017	Méthode retenue par la CLECT du 15 septembre 2017	Montant à retenir CA 2016	Montant à régulariser
Rougiers	- €	- €	- €	1 231,00 €	Moyenne	- €	- 1 231,00 €
Tourves	6 440,20 €	5 043,00 €	- €	5 032,00 €	CA 2016	- €	- 5 032,00 €

### c) Coût actuel de la compétence Point d'Accès au Droit exercée par l'Agglomération

Depuis le 1er janvier 2017 la Communauté d'Agglomération exerce la compétence « Antenne de justice » en lieu et place de la commune de Saint Maximin.

L'antenne de justice a été intégrée au Point d'Accès au Droit Intercommunal (PADI) qui est lui-même composé du PAD transféré par la commune de Brignoles à la CCCP en 2016.

Ainsi pour effectuer l'analyse de la comparaison des coûts avant/après transferts, il convient d'avoir une vision globale de la compétence.

**Coût de la compétence exercée par les communes-membres avant transfert : 132 513 € ainsi décomposé :**

- Coût de la compétence PAD transférée en 2016 par la commune de Brignoles à la CCCP : **15 998€**
- Coût de la compétence « Antenne de justice » transférée par la commune de Saint Maximin à la CAPV : **116 515€**

**Coût actuel de la compétence exercée par la CAPV (exercice 2020) : 217 748,50 € :**

	2020
Charges à caractère général	62 939,71 €
Charges de personnel	161 680,00 €
<b>Total charges de fonctionnement</b>	<b>224 619,71 €</b>
Recettes de fonctionnement	7 000,00 €
<b>Coût net de fonctionnement</b>	<b>217 619,71 €</b>
Mobilier	1 287,94
Durée d'amortissement 10 ans	10
<b>Cout net Investissement</b>	<b>128,794</b>
<b>COUT NET PAD</b>	<b>217 748,50 €</b>

### 3- **Régularisation de la « Part départementale de la Taxe d'Habitation »**

Lors de la réforme de la taxe professionnelle (TP) en 2011, la part départementale de la taxe d'habitation a été transférée au bloc communal en fonction du régime fiscal de l'EPCI dont était membre la Commune :

- Pour les EPCI à fiscalité additionnelle (FA) : le législateur a prévu un partage figé de la part départementale de TH entre Commune (50%) et EPCI (50%)
- Pour les EPCI à fiscalité professionnelle unique (FPU) : le législateur a prévu une attribution de la totalité de la part départementale de TH à l'EPCI (100%).

Au 1er janvier 2016, la CCVI est passée d'un régime de fiscalité additionnelle à un régime de fiscalité professionnelle unique. Ce passage a eu pour effet de transférer à l'EPCI (CCVI) la recette liée à la part départementale de TH (soit les 50% de part communale). Les communes-membres ont alors perdu 50% de la recette liée à la part départementale de TH. Cette recette a été transférée à l'EPCI par des dispositifs dits de « débasage » (minoration d'office des taux de TH des communes concernées).

Ce transfert de recette (50% de la part départementale de TH) n'a pas été compensé au niveau de l'attribution de compensation des communes-membres de CCVI alors que les textes le prévoyaient.

En effet, afin d'assurer la neutralité budgétaire du passage au régime de la fiscalité professionnelle unique, le montant des recettes fiscales correspondant à cette réduction du taux communal devait intégralement compenser dans l'attribution de compensation que l'EPCI devait reverser aux communes concernées.

La CLECT de CCVI aurait dû intégrer la part départementale de TH que percevaient les communes-membres (les 50%) et qui, dans le cadre de la fusion, était directement intégrée dans les taux intercommunaux.

Par conséquent, et conformément à l'alinéa 7 du V-2° de l'art. 1609 nonies C du Code Général des Impôts, l'année de référence à retenir est l'année de rattachement des communes à l'EPCI soit l'année 2016, date du passage en fiscalité professionnelle unique.

Or, les communes de Forcalqueiret, Méounes et Rocbaron avaient maintenu un abattement général à la base de 15 % sur la taxe d'habitation. Elles ont supprimé cet abattement en 2016. Cette suppression, effective en 2017, avait pour effet d'augmenter les recettes de TH tant sur la part communale que sur la part intercommunale.

Les Maires demandaient donc à ce que l'évaluation des recettes transférées se fonde sur les bases prévisionnelles 2017 qui tiennent compte de la suppression de l'abattement et non sur les bases de 2016.

La CLECT de la CAPV de septembre 2017 est venue régulariser l'ensemble de ces éléments et a validé une évaluation fondée sur les bases de 2016. Au préalable, le Préfet du Var avait été saisi de cette question.

Ainsi le montant de la part départementale de TH réinjecté dans les communes de l'ex CCVI était le suivant :

COMMUNE	Produit issu du transfert de la part depart TH
FORCALQUEIRET	277 182
GAREOULT	752 741
MAZAUGUES	90 644
MEOUNES LES MONTRIEUX	239 543
NEOULES	337 027
ROCBARON	505 457
LA ROQUEBRUSSANNE	308 241
STE ANASTASIE SUR ISSOLE	241 311
TOTAL	2 752 146

Par courrier en date du 05 février 2018, la Préfecture transmettait son avis à la CAPV et faisait savoir que :

- Deux approches sont à considérer, la première est celle adoptée et favorisée par le ministère de l'Intérieur (DGCL) conduisant à établir que la date à prendre en compte

est celle de la date de prise d'effet de création de l'Agglomération soit le 1er janvier 2017. La seconde approche est celle préconisée par les services de la Direction des Finances publiques (DDFP), qui ne prend en compte que l'aspect fiscal et qui considère par conséquent que la date effective de mise en œuvre du dispositif de calcul des attributions de compensation est le 05 juillet 2016, date d'émission de l'arrêté Préfectoral.

- En tout état de cause l'EPCI conserve le dernier mot et peut librement choisir les bases de 2016 ou de 2017, si le principe a été validé par la CLECT, seul le rapport de la CLECT ayant valeur en cas de contentieux. Le choix que pourrait opérer la CAPV dans une future CLECT emportera application pour les 8 communes de l'Ex CCVI qui sont dans le même cadre légal que les trois communes sollicitées.

Dès deux approches DGCL et DGFiP, il ressort que l'année de référence était 2016. Au surplus, il est rappelé que CCVI avait « clecté » comme il se devait, la part départementale de TH en 2016, l'année de référence aurait alors été 2015.

## **B- LES TRANSFERTS DE COMPETENCES DE 2018**

### **1- Compétence « Aménagement numérique »**

#### **a) Une charge évaluée par la CLECT mais non impactée sur les attributions de compensation des communes**

Le SMO PACA THD a été créé en 2012 pour mettre en œuvre la politique régionale d'aménagement numérique visant à garantir un accès équitable des citoyens à la société de l'information, en luttant contre les risques de fracture numérique et en développant les usages et services numériques.

Chacune des ex. communautés exerçait la compétence facultative en matière d'établissement et d'exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques.

Par délibération n°2017-64 du 10 avril 2017, la CAPV a approuvé son adhésion au Syndicat Mixte Ouvert PACA Très Haut Débit et a transféré la compétence en matière d'établissement et d'exploitation d'infrastructures et de réseaux de communication électronique. La CAPV s'est substituée aux EPCI préexistants.

Suite à l'arrêté préfectoral n°16/2018-BCLI du 20 avril 2018 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération de la Provence-Verte, la Communauté d'Agglomération Provence Verte exerce la compétence facultative sur l'ensemble de son périmètre en matière d'aménagement numérique du territoire tel que défini par l'article L.1425-1 du code général des collectivités territoriales. L'exercice de cette compétence pourra porter sur la création d'infrastructures de communication électronique avec leur exploitation, l'établissement d'un réseau de communication électronique et son exploitation.

Les communes de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, Brignoles et Chateaufort étaient propriétaires d'équipements liés à la compétence Aménagement Numérique et notamment des Nœuds de Raccordement d'Abonnés Zone d'Ombre (NRA ZO).

A ce titre, elles procédaient à leur entretien et percevaient les redevances d'occupation du domaine public (RODP) liées à la mise à disposition de ces équipements auprès des opérateurs.

Depuis le 1er janvier 2018, l'entretien de ces NRA ZO relève de la compétence Agglomération.

La CLECT du 6 septembre 2018 a procédé à l'évaluation des charges relatives à cette compétence et a décidé de ne pas impacter les attributions de compensation des communes concernées.

Les charges qui auraient dû être transférées sont les suivantes :

COMMUNE DE BRIGNOLES	2015	2016	2017	Moyenne
TOTAL TRANSFERT AMENAGEMENT NUMERIQUE (A+B)	10 620,16 €	10 620,16 €	10 620,16 €	10 620,16 €
A- Cout charge en section de fonctionnement (1-2)	300,00 €	300,00 €	300,00 €	300,00 €
1- Charges de fonctionnement	1 200,00 €	1 200,00 €	1 200,00 €	1 200,00 €
Contrat de maintenance Orange	1 200,00 €	1 200,00 €	1 200,00 €	1 200,00 €
Abonnement Orange				
2- Recettes de fonctionnement	900,00 €	900,00 €	900,00 €	900,00 €
Redevance annuelle occupation domaine public (RODP)	900,00 €	900,00 €	900,00 €	900,00 €
B - Calcul du coût annualisé de renouvellement du bâtiment transféré	10 320,16 €	10 320,16 €	10 320,16 €	10 320,16 €
Coût de construction ou d'acquisition TTC	103 201,64 €	103 201,64 €	103 201,64 €	103 201,64 €
Durée de vie moyenne	10,00	10,00	10,00	10,00
Coût annualisé de l'équipement	10 320,16 €	10 320,16 €	10 320,16 €	10 320,16 €
COMMUNE DE CHATEAUVERT	2015	2016	2017	Moyenne
TOTAL TRANSFERT AMENAGEMENT NUMERIQUE (A+B)	8 180,44 €	8 180,44 €	8 180,44 €	8 180,44 €
A- Cout charge en section de fonctionnement (1-2)	300,00 €	300,00 €	300,00 €	300,00 €
1- Charges de fonctionnement	1 200,00 €	1 200,00 €	1 200,00 €	1 200,00 €
Contrat de maintenance Orange	1 200,00 €	1 200,00 €	1 200,00 €	1 200,00 €
Abonnement Orange				
2- Recettes de fonctionnement	900,00 €	900,00 €	900,00 €	900,00 €
Redevance annuelle occupation domaine public (RODP)	900,00 €	900,00 €	900,00 €	900,00 €
B - Calcul du coût annualisé de renouvellement du bâtiment transféré	7 880,44 €	7 880,44 €	7 880,44 €	7 880,44 €
Coût de construction ou d'acquisition TTC	78 804,44 €	78 804,44 €	78 804,44 €	78 804,44 €
Durée de vie moyenne	10	10	10	10
Coût annualisé de l'équipement	7 880,44 €	7 880,44 €	7 880,44 €	7 880,44 €
COMMUNE DE SAINT MAXIMIN	2015	2016	2017	Moyenne
TOTAL TRANSFERT AMENAGEMENT NUMERIQUE (A+B)	12 057,98 €	12 057,46 €	12 052,61 €	12 056,01 €
A- Cout charge en section de fonctionnement (1-2)	2 871,62 €	2 871,10 €	2 866,25 €	2 869,66 €
1- Charges de fonctionnement	3 820,80 €	3 820,80 €	3 820,80 €	3 820,80 €
Contrat de maintenance Orange	2 400,00 €	2 400,00 €	2 400,00 €	2 400,00 €
Abonnement Orange	1 420,80 €	1 420,80 €	1 420,80 €	1 420,80 €
2- Recettes de fonctionnement	949,18 €	949,70 €	954,55 €	951,14 €
Redevance annuelle occupation domaine public (RODP)	949,18 €	949,70 €	954,55 €	951,14 €
B - Calcul du coût annualisé de renouvellement du bâtiment transféré	9 186,36 €	9 186,36 €	9 186,36 €	9 186,36 €
Coût de construction ou d'acquisition TTC	91 863,56 €	91 863,56 €	91 863,56 €	91 863,56 €
Durée de vie moyenne (en année)	10,00	10,00	10,00	10,00
Coût annualisé de l'équipement	9 186,36 €	9 186,36 €	9 186,36 €	9 186,36 €

La charge totale évaluée par la CLECT (moyenne des CA 2015 à 2017) s'élève donc à 30 856€.

## **b) Coût de la compétence aménagement numérique depuis 2018**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 la CAPV exerce la compétence aménagement numérique. Pour l'exercice de cette compétence, la CAPV a engagé les dépenses suivantes :

- SMO PACA : participation de 448 200€ versée en 2019, conformément à la convention du 15 décembre 2017. Par convention passée en 2021, la CAPV s'est engagée à verser pour les exercices 2020 à 2028, annuellement, la somme de 80 182,57 €.
- Coût RH : 1 ETP affecté sur cette compétence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour assurer le suivi opérationnel du projet (soit 40 000€)

## **Conclusion**

Charge évaluée en 2018 et non impactée sur les attributions : 30 856,00 €

Charge supportée de 2019 à 2028 par la CAPV : 1 209 845,83 €

## **2- Compétence « GEMAPI »**

### **a) Contexte**

Les lois Maptam et NOTRe ont entériné le transfert obligatoire de la compétence Gemapi (gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations) aux EPCI à fiscalité propre au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La compétence GEMAPI est une compétence obligatoire pour les EPCI à FPU dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Cette compétence recouvre les 4 missions inscrites à l'article L.211-7 du code de l'environnement :

- Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique
- Entretien et aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- La défense contre les inondations et contre la mer ;
- La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;

CCSBMA n'exerçait pas la compétence GEMAPI. Les Communes de ce territoire adhéraient directement auprès des syndicats selon les modalités suivantes :

- Auprès du Syndicat Mixte de l'Argens pour les communes de Saint-Maximin La Sainte-Baume, Nans les Pins, Bras, Rougiers, Ollières),
- Auprès du Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc pour les communes de Pourrières et Pourcieux.
- Auprès du Syndicat Intercommunal du Bassin de l'Huveaune pour la commune du Plan d'Aups

CCVI exerçait la compétence GEMAPI et l'EPCI adhérait au syndicat suivant:

- syndicat SMBVG pour la commune de Méounes

CCCP exerçait la compétence GEMAPI et l'EPCI adhérait au Syndicat Mixte de l'Argens pour ses 12 communes.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Communauté d'Agglomération exerce la compétence obligatoire GEMAPI qui est reconnue dans ses statuts. Par délibération du 11 décembre 2017, le Conseil Communautaire a approuvé d'une part l'intérêt commun du bassin versant de l'Argens des cours d'eau Caramy et Issole et d'autre part le transfert de trois des 4 missions GEMAPI (1°, 2° et 8°) au SMA à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.



## b) Méthodologie d'évaluation

Les services de la CAPV ont sollicité les communes-membres concernées par courrier en date du 25 mai 2018.

Ainsi, chaque commune a fait connaître le montant constaté dans ses comptes administratifs 2015, 2016 et 2017 au titre de la participation auprès d'un syndicat pour la compétence GEMAPI. Chacun des syndicats a également été sollicité.

Evaluation de la charge transférée – Syndicat mixte de l'Argens

1- Evaluation de la charge transférée au titre de la compétence GEMAPI - Syndicat Mixte de l'Argens										
Commune	Participation versée			Participation versée			Participation versée au			Moyenne
	SF	SI	Total	SF	SI	Total	SF	SI	Total	
Saint-Maximin la Sainte-Baume	8 698,52 €	1 116,71 €	9 815,23 €	16 191,03 €	1 466,10 €	17 657,13 €	24 014,37 €	2 869,72 €	26 884,09 €	18 118,82 €
Nans les Pins	1 766,94 €	287,57 €	2 054,51 €	4 169,40 €	377,54 €	4 546,94 €	6 184,01 €	738,99 €	6 923,00 €	4 508,15 €
Bras	666,78 €	209,54 €	876,32 €	3 038,04 €	275,09 €	3 313,13 €	4 505,99 €	538,47 €	5 044,46 €	3 077,97 €
Rougier	657,47 €	129,05 €	786,52 €	1 871,09 €	169,43 €	2 040,52 €	2 775,18 €	331,63 €	3 106,81 €	1 977,95 €
Ollières	848,05 €	88,94 €	936,99 €	1 289,59 €	116,77 €	1 406,36 €	1 912,70 €	228,57 €	2 141,27 €	1 494,87 €
Total participation SMA	12 637,76 €	1 831,81 €	14 469,57 €	26 559,15 €	2 404,93 €	28 964,08 €	39 392,25 €	4 707,38 €	44 099,63 €	29 177,76 €

Evaluation de la charge transférée – Syndicat d'aménagement du Bassin de l'Arc

2- Evaluation de la charge transférée au titre de la compétence GEMAPI Syndicat d'Aménagement du Bassin de l'Arc				
Commune	2015	2016	2017	Moyenne
Pourcieux	1 262,70 €	1 262,70 €	1 078,59 €	1 201,33 €
Pourrières	4 468,17 €	4 468,17 €	3 448,08 €	4 128,14 €
Total participation SABA	5 730,87 €	5 730,87 €	4 526,67 €	5 329,47 €

Evaluation de la charge transférée – Syndicat intercommunal du bassin de l'Huveaune

3- Evaluation de la charge transférée au titre de la compétence GEMAPI Syndicat Intercommunal du bassin de l'Huveaune				
Commune	2015	2016	2017	Moyenne
Plan d'Aups	- €	- €	- €	- €
Total participation SIBVH	- €	- €	- €	- €

La CLECT a retenu le montant constaté sur les comptes administratifs 2017 des communes concernées. Au total, la charge transférée à la CAPV en 2018 s'élève à 33 490,00 €.

## c) Coût actuel de la compétence GEMAPI exercée par la CAPV

En 2020, la CAPV a engagé 534 523€ au titre de la compétence GEMAPI :

- Moyens humains : 0.25 ETP pour le suivi opérationnel de la compétence (soit 20 000€)
- Cotisation investissement au Syndicat Mixte de l'Argent : 28 973€
- Abonnement Predict : 4 575€
- Contributions aux syndicats en fonctionnement : 480 974€ (SABA pour 9 000€ et 471 974€ pour le SMA)

### Conclusion :

Charge transférée par les communes et Clecté : 33 490€

Charge supportée par la CAPV en 2020 : 534 523,00 €



### 3-Rétrocession des « équipements culturels et sportifs » aux communes de l'ex CCVI

#### a) Le Contexte

Par délibération n°2017-240 du 11 décembre 2017, la CAPV a approuvé ses statuts au terme desquels figure la compétence optionnelle « Construction, aménagement, entretien et gestion des équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ». L'exercice de cette compétence est lié à la définition, par délibération, de l'intérêt communautaire.

Par délibération n°2017-241 du 11 décembre 2017, la CAPV définit l'intérêt communautaire qui permet de tracer dans un souci de visibilité, les axes d'intervention et la ligne de partage entre les domaines d'intervention transférés à l'EPCI et ceux qui demeurent au niveau communal.

#### Equipements culturels

La délibération n°2017-241 du 11 décembre 2017 précise que pour cette compétence optionnelle, sont d'intérêt communautaire, en matière culturelle, les équipements pouvant être qualifiés de structurants sur le fondement de faisceaux d'indices suivants :

- Critères de rayonnement et de spécificité :
  - Centralité, exclusivité, poids sur le territoire
  - Originalité de l'offre, caractère emblématique du territoire, qualité de l'offre,
  - Dépasse les capacités de gestion d'une commune
- Critère de public cible :
  - Besoin collectif, créer du lien social notamment en faveur de la jeunesse
  - Pouvoir d'attractivité dépassant les limites de l'Agglomération

En application de ces critères, la liste des structures culturelles d'intérêt communautaire a été établie par délibération du conseil communautaire du 29 juin 2018 :

- Le Musée des Gueules Rouges situé à Tourves
- Le Musée de Comtes de Provence situé à Brignoles,
- Le Centre d'Art Contemporain situé à Châteauvert,
- La Salle Garnier située à sainte-Anastasie
- Le bâtiment des Ursulines situé à Brignoles

En application de ces critères, la même délibération a approuvé la réintégration dans le patrimoine des communes des équipements ne relevant pas de l'intérêt communautaire à compter du 1er juillet 2018 :

- Commune de Rocbaron : Médiathèque (Espace Marc Teti) et cinéma (gestion cinéma Collège Pierre Gassenti).
- Commune de Néoules : médiathèque (Le Petit Prince) et salle de danse
- Commune de la Roquebrussanne : médiathèque (Elie Alexis)
- Commune de Méounes : médiathèque
- Commune de Mazaugues : Musée de la Glace, théâtre de verdure (maison du régisseur)

## Equipements sportifs

La délibération n°2017-241 du 11 décembre 2017 précise que pour cette compétence optionnelle, sont d'intérêt communautaire, en matière sportive, les équipements structurants répondant aux 4 critères suivants :

- L'équipement de par son rayonnement et son attractivité doit intéresser l'ensemble du territoire de l'Agglomération
- L'équipement doit être déterminant pour l'équilibre socio-économique de l'Agglomération
- L'équipement doit participer à l'aménagement équilibré du territoire communautaire et répondre à ses besoins en matière sportive
- Le nombre d'équipements de même nature sur le territoire doit être inférieur ou égal à trois.

En application de ces critères, la liste des structures sportives d'intérêt communautaire est établie par délibération du conseil communautaire du 29 juin 2018 :

- Le centre Aquatique Aquavabre situé à Brignoles,
- La Piscine située à Garéoult
- Le futur centre Aquatique situé à Saint-Maximin

En application de ces critères, la même délibération approuve la réintégration dans le patrimoine communal des équipements ne relevant pas de l'intérêt communautaire à compter du 1er juillet 2018 :

- Rocbaron : 1 stade avec vestiaires (quartier de la verrerie), 1 city parc (quartier de la Verrerie), 1 bi-cross (quartier de la verrerie), 1 gymnase en gestion (Collège Pierre Gassenti)
- Forcalqueiret : 4 courts de tennis + 1 club house, 1 salle de sport
- Garéoult : gymnase déjà réintégré à la commune en décembre 2016 mais non réévalué par la CLECT, 2 stades (André Matagrilia) déjà réintégrés à la commune en décembre 2016 mais non évalué par la CLECT, 3 courts de tennis
- Néoules : 3 courts de tennis+ abri tennis, 1 stade +vestiaire + local technique (espace sportif Ribière)
- La Roquebrussanne : 1 stade multi sports (Docteur Caulet) + vestiaires modulaires, 2 courts de tennis + 1 club-house + salle multisport San Sebastian
- Méounes-les-Montrieux : 1 stade + vestiaires + parking, 2 courts de tennis
- Mazaugues : 1 court de tennis
- Sainte-Anastasie : 1 complexe sportif (RD15 les Négadisses comprenant terrain de football, salle omnisport, 2 courts tennis, vestiaires et sanitaires), 1 parcours de santé (Pré de La Font), 1 skate park (La Gare), 1 espace sportif de proximité (La Gare)

## b ) Méthodologie d'évaluation

Pour évaluer la charge relative à la rétrocession des équipements culturels et sportifs, la CAPV s'est fondée sur la question écrite n°18076 de M. Aymeric de Monstesquiou du 16 juin 2005.

La réponse du Ministère délégué aux collectivités territoriales publiée dans le JO Sénat du 15 septembre 2005 précise : « Les règles relatives à l'évaluation des charges transférées au sein des EPCI qui relèvent de la TP ont été modifiées....les charges liées à un équipement sont déterminées par référence au coût moyen annualisé...Cette règle permet ainsi de préserver la stabilité des budgets communaux et intercommunaux en évitant une nouvelle évaluation systématique des charges déjà transférées....Ces mêmes raisons expliquent qu'en cas de rétrocession d'un bien à une commune-membre il soit préférable de retenir le montant évalué

à l'origine. Cette solution permet à la commune et au groupement de prévoir à l'avance les incidences financières de la rétrocession. Elle évite surtout qu'à « l'occasion d'une rétrocession la commune-membre bénéficie, par un changement du mode d'évaluation, d'un surcroît de ressources... »

Conformément à la réponse Ministérielle, la CLECT a proposé d'évaluer le montant du transfert des charges des équipements culturels et sportifs en retour à l'identique des montants évalués par le rapport de CLECT de l'ex communauté de communes Val d'Issole en date du 21 novembre 2016.

## C- LES TRANSFERTS DE COMPETENCES DE 2019

### 1- Compétence « Versement de la contribution obligatoire au budget du SDIS ».

#### Rappel du contexte

Jusqu'en 2015, le versement de la contribution obligatoire au budget du SDIS était porté essentiellement par les communes dotées d'une caserne de sapeurs-pompiers. Certains maires avaient donc suspendu leurs paiements, estimant que l'équité entre les communes n'était plus respectée. En 2015, le SDIS a révisé les modalités de calcul des contributions financières des communes et des EPCI, en prenant comme clé de répartition : le produit de la DGF et la population moyenne annuelle par commune (tenant compte des fréquentations touristiques sur 4 mois).

Cette nouvelle méthode de calcul a entraîné des contentieux puisque les contributions de certaines communes augmentaient très fortement.

Les communes ayant attaqué le SDIS étaient : Bras, Camps la Source, Châteauvert, Correns, Garéoult, Néoules, Ollières, Plan d'Aups, Pourcieux, Pourrières, Rocbaron, La Roquebrussanne, Saint-Maximin,

Afin de sortir de cette situation contentieuse, le SDIS a plaidé pour une reprise de la compétence par les EPCI.

L'argumentaire s'est appuyé sur l'art. L1424-35 du CGCT (Loi NOTRe) qui a ouvert la possibilité à tous les EPCI de reprendre la compétence contributive de leurs communes-membres au budget du SDIS.

En parallèle, le SDIS a organisé 5 réunions de travail avec les communes et intercommunalités courant 2017-2018 en vue d'obtenir un consensus et de d'arrêter une nouvelle méthode de calcul des contributions acceptable pour tous. Au fil des réunions et suite à la rencontre du 25 juin 2018, la formule adoptée a été la suivante :  $0,8 \text{ population DGF pondérée} + 0,1 \text{ opérations SDIS} + 0,1 \text{ PFIA}$ .

Cette méthode de calcul a retenu l'approbation de la totalité des EPCI hormis la CAPV et la Communauté Durance Luberon Verdon.

Suite aux jugements de la Cour Administrative d'Appel qui a annulé les délibérations du SDIS et les montants des contributions 2016, 2017 et 2018 des communes en contentieux, le SDIS devait appliquer à ces communes la contribution par défaut. Or cette contribution par défaut était défavorable pour la majorité des communes-membres de la CAPV (seulement 9 communes voyaient leur contribution baisser).

Plusieurs bureaux communautaires (courant septembre et octobre 2019) de la CAPV ont été consacrés à la question de la prise de la compétence SDIS et à la présentation de divers scénarios.

Par délibération du 07 décembre 2018, les élus communautaires ont approuvé le transfert du versement de la contribution obligatoire au SDIS en lieu et place des communes-membres.

Ainsi, depuis le 1er janvier 2019, la CAPV assure le paiement de la participation au SDIS en lieu et place des communes (soit 4M€).

Les contentieux des 11 communes-membres en revanche n'ont pas été transférés. En effet, selon la jurisprudence, les précontentieux et contentieux engagés avant le transfert de compétence ne sont pas transférés à l'EPCI. Le transfert du paiement de la contribution SDIS ne vaut que pour l'avenir, soit à compter du transfert de la compétence (1er janvier 2019). Il appartenait à chaque commune de conclure les protocoles transactionnels.

### Modalités d'évaluation de la charge à transférer

- Montant de la charge selon une évaluation de « droit commun » : moyenne des contributions de 2016 à 2018 pour chaque commune-membre. Ainsi, alors que le montant total des charges était de **3 405 858,00 €**, le montant de la charge transférée selon l'évaluation retenue par les Maires et la CLECT a été de **3 022 277,00€**
- Formule de calcul

Calcul de l'écart entre contribution par défaut 2019 et contribution 2015. Cet écart est supporté à 40 % par la commune et 60 % par la Communauté.

Le montant pris en compte pour le transfert correspond à la contribution de 2015 majorée de 40 % de l'écart sauf pour les communes de Brignoles (solidarité avec les autres communes), Châteaufort et Saint-Maximin.

	1- Evaluation droit commun - Moyenne des contributions					2	3- Evaluation "libre" proposée par les maires			
	Contribution 2015	Contribution 2016	Contribution 2017	Contribution 2018	Moyenne des contributions 2016 à 2018	2- Contribution par défaut 2020	Ecart à répartir à 60% - 40% 2019-2015	60% de l'écart A charge Agglo	40% de l'écart A charge commune	Montant à retenir pour le transfert de charge par commune
BRAS	19 406,00 €	45 281,00 €	71 155,00 €	97 874,00 €	71 436,67 €	78 294,00 €	58 888,00 €	35 332,80 €	23 555,20 €	42 961,20 €
BRIGNOLES	902 387,00 €	846 576,00 €	790 765,00 €	741 348,00 €	792 896,33 €	808 801,00 €	93 586,00 €	56 151,60 €	37 434,40 €	864 952,60 €
CAMPS	24 119,00 €	35 197,00 €	46 274,00 €	57 851,00 €	46 440,67 €	82 236,00 €	58 117,00 €	34 870,20 €	23 246,80 €	47 365,80 €
CARCES	85 839,00 €	99 099,00 €	112 360,00 €	126 713,00 €	112 724,00 €	162 442,00 €	76 603,00 €	45 961,80 €	30 641,20 €	116 480,20 €
CHATEAUVERT	2 319,00 €	3 820,00 €	5 321,00 €	6 881,00 €	5 340,67 €	12 220,00 €	9 901,00 €	5 940,60 €	3 960,40 €	2 319,00 €
CORRENS	9 475,00 €	15 419,00 €	21 364,00 €	27 546,00 €	21 443,00 €	46 091,00 €	36 616,00 €	21 969,60 €	14 646,40 €	24 121,40 €
COTIGNAC	85 013,00 €	87 550,00 €	90 087,00 €	93 430,00 €	90 355,67 €	164 397,00 €	79 384,00 €	47 630,40 €	31 753,60 €	116 766,60 €
ENTRECASTEAUX	11 984,00 €	21 947,00 €	31 909,00 €	42 236,00 €	32 030,67 €	70 084,00 €	58 100,00 €	34 860,00 €	23 240,00 €	35 224,00 €
FORCALQUEIRET	25 532,00 €	45 790,00 €	66 049,00 €	87 058,00 €	66 299,00 €	99 014,00 €	73 482,00 €	44 089,20 €	29 392,80 €	54 924,80 €
GAREOULT	114 163,00 €	188 637,00 €	263 111,00 €	340 522,00 €	264 090,00 €	173 418,00 €	59 255,00 €	35 553,00 €	23 702,00 €	137 865,00 €
LA CELLE	22 803,00 €	28 800,00 €	34 797,00 €	41 148,00 €	34 915,00 €	63 137,00 €	40 334,00 €	24 200,40 €	16 133,60 €	38 936,60 €
LA ROQUEBRUSSANNE	23 835,00 €	55 615,00 €	87 395,00 €	120 212,00 €	87 740,67 €	100 202,00 €	76 367,00 €	45 820,20 €	30 546,80 €	54 381,80 €
LE VAL	65 683,00 €	101 961,00 €	138 240,00 €	176 036,00 €	138 745,67 €	172 928,00 €	107 245,00 €	64 347,00 €	42 898,00 €	108 581,00 €
MAZAUGUES	7 228,00 €	16 595,00 €	25 962,00 €	35 636,00 €	26 064,33 €	39 313,00 €	32 085,00 €	19 251,00 €	12 834,00 €	20 062,00 €
MEOUNES	19 684,00 €	39 029,00 €	58 374,00 €	78 395,00 €	58 599,33 €	87 642,00 €	67 958,00 €	40 774,80 €	27 183,20 €	46 867,20 €
MONTFORT	13 768,00 €	23 997,00 €	34 225,00 €	44 840,00 €	34 354,00 €	60 207,00 €	46 439,00 €	27 863,40 €	18 575,60 €	32 343,60 €
NANSELES PINS	138 841,00 €	139 897,00 €	140 953,00 €	143 245,00 €	141 365,00 €	194 416,00 €	55 575,00 €	33 345,00 €	22 230,00 €	161 071,00 €
NEOULES	27 564,00 €	42 386,00 €	57 208,00 €	72 656,00 €	57 416,67 €	128 700,00 €	101 136,00 €	60 681,60 €	40 454,40 €	68 018,40 €
OLLIERES	7 759,00 €	11 078,00 €	14 397,00 €	17 870,00 €	14 448,33 €	33 980,00 €	26 221,00 €	15 732,60 €	10 488,40 €	18 247,40 €
PLAND'AUPS	34 648,00 €	44 732,00 €	54 815,00 €	65 463,00 €	55 003,33 €	78 994,00 €	44 346,00 €	26 607,60 €	17 738,40 €	52 386,40 €
POURCIEUX	15 769,00 €	24 096,00 €	32 423,00 €	41 105,00 €	32 541,33 €	54 215,00 €	38 446,00 €	23 067,60 €	15 378,40 €	31 147,40 €
POURRIERES	111 344,00 €	134 234,00 €	157 125,00 €	181 581,00 €	157 646,67 €	167 157,00 €	55 813,00 €	33 487,80 €	22 325,20 €	133 669,20 €
ROCBARON	42 221,00 €	82 352,00 €	122 483,00 €	164 029,00 €	122 954,67 €	158 626,00 €	116 405,00 €	69 843,00 €	46 562,00 €	88 783,00 €
ROUGIERS	17 092,00 €	25 199,00 €	33 307,00 €	41 774,00 €	33 426,67 €	65 820,00 €	48 728,00 €	29 236,80 €	19 491,20 €	36 583,20 €
SAINT MAXIMIN	524 121,00 €	591 113,00 €	658 106,00 €	731 407,00 €	660 208,67 €	468 480,00 €	55 641,00 €			524 121,00 €
STE ANASTASIE	20 864,00 €	43 785,00 €	66 705,00 €	90 406,00 €	66 965,33 €	71 774,00 €	50 910,00 €	30 546,00 €	20 364,00 €	41 228,00 €
TOURVES	63 906,00 €	110 991,00 €	158 077,00 €	206 947,00 €	158 671,67 €	142 262,00 €	78 356,00 €	47 013,60 €	31 342,40 €	95 248,40 €
VINS SUR CARAMI	12 606,00 €	17 132,00 €	21 658,00 €	26 412,00 €	21 734,00 €	50 144,00 €	37 538,00 €	22 522,80 €	15 015,20 €	27 621,20 €
<b>Total</b>	<b>2 449 973,00 €</b>	<b>2 922 308,00 €</b>	<b>3 394 645,00 €</b>	<b>3 900 621,00 €</b>	<b>3 405 858,00 €</b>	<b>3 834 994,00 €</b>	<b>1 385 021,00 €</b>	<b>864 397,20 €</b>	<b>576 264,80 €</b>	<b>3 022 277,40 €</b>

## COUT DE LA COMPETENCE AVANT TRANSFERT / APRES TRANSFERT

La charge transférée par les communes à la CAPV en 2019 s'élève à 3 022 277€

La charge supportée par la CAPV en 2020 s'élève à 4 135 062€

## 2- Compétence « Entretien et installation des abribus »<sup>12</sup>

### Le contexte

Aux termes de l'article L. 5216-5 du CGCT, la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte exerce de plein droit au lieu et place des communes-membres les compétences suivantes : / [...] 2° En matière d'aménagement de l'espace communautaire : [...] organisation

<sup>12</sup> Délibération n° 2019-43 du 27 mars 2019 relative au transfert de la compétence facultative afférant à l'installation et à l'entretien des abribus affectés à l'exercice de la compétence transports

des transports urbains ». La CAPV est donc depuis 2017 autorité organisatrice de la mobilité (AOM).

Selon les articles L. 1214-1 et suivants et L. 1231-1 et suivants du Code des transports, l'autorité organisatrice de la mobilité est chargée d'élaborer un plan de déplacements urbains qui détermine les principes régissant l'organisation du transport de personnes et de marchandises, la circulation et le stationnement dans le périmètre de transports urbains ; l'autorité organisatrice est compétente de la définition des services de transports collectifs de personnes la réalisation des investissements correspondants, la gestion de ces services ainsi que la définition de la politique tarifaire.

En application de ces dispositions, la localisation des points d'arrêt des véhicules de transport public de personnes et l'information des usagers sur ces points d'arrêt ainsi que sur les horaires de circulation des véhicules relèvent de la compétence obligatoire et de plein droit de la communauté d'agglomération au titre de sa compétence d'organisation des transports urbains.

En revanche, s'agissant des abribus, la jurisprudence<sup>13</sup> a interprété de manière restrictive le champ de la compétence « transports » des EPCI en estimant que cette compétence ne s'étend pas à la réalisation et l'entretien des abribus « lesquels ne sont pas des équipements indispensables à l'exécution du service public de transport public ».

Il est en revanche loisible à l'autorité compétente de prévoir, dans ses statuts, la prise en charge de l'installation et l'entretien des abribus sur le territoire des communes-membres.

Dans le cadre de l'organisation de son réseau de transports, l'Agglomération Provence Verte a souhaité sécuriser l'implantation et l'aménagement des abribus afin d'éviter les implantations dangereuses en termes de visibilité, trafic, vitesse et cheminements piétons ;

Pour ce faire, l'Agglomération a dû modifier ses statuts et rajouter la compétence facultative « Installation et entretien des abribus » affectés au service des transports publics organisés par la CAPV et desservis par les lignes régulières et/ou scolaires internes au périmètre de l'Agglomération.

### Evaluation de la charge transférée

Si la délibération n° 2019-43 du 27 mars 2019 prévoyait que les abribus transférés feraient l'objet d'une CLECT, la CAPV n'a pas souhaité impacter les attributions de compensation des communes-membres. Par conséquent aucune charge n'a été transférée.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, la CAPV a engagé la somme de **441 540,00€** au titre de la compétence « entretien et installation des abribus ».

Cette dépense n'a pas été répercutée sur les attributions de compensation des communes-membres.

---

<sup>13</sup> Arrêt du Conseil d'Etat n° 344742 du 08 octobre 2012

Commune	Point d'arrêt	Coût TTC		Coût total
		2020	2021	TTC
Bras	Ecole	8 280,00 €		
	Les Allées	14 292,00 €		
		<b>22 572,00 €</b>		<b>22 572,00 €</b>
Brignoles	Piégros sens Brignoles	8 442,00 €		
	Piégros sens retour	8 442,00 €		
	Les Lavandes		7 920,00 €	
	Les Génêts		16 560,00 €	
	Collège J. Moulin et lycée Raynouard		19 848,00 €	
		<b>16 884,00 €</b>	<b>44 328,00 €</b>	<b>61 212,00 €</b>
Camps la Source	Terrain du Ménage	8 280,00 €		
	Terrain du Ménage	8 280,00 €		
		<b>16 560,00 €</b>		<b>16 560,00 €</b>
Carcès	Gendarmerie	8 280,00 €		8 280,00 €
Cotignac	Loup à Loup		8 280,00 €	8 280,00 €
Forcalqueiret	Saint Jean	8 280,00 €		
	Tuilerie	8 280,00 €		
	Tuilerie		570,00 €	
	Place Blanc	8 280,00 €		
		<b>24 840,00 €</b>	<b>570,00 €</b>	<b>25 410,00 €</b>
Garéoult	Saint Médard	8 280,00 €		
	Saint Médard	8 280,00 €		
		<b>16 560,00 €</b>		<b>16 560,00 €</b>
La Roquebrussanne	Maison du Temps Libre	8 280,00 €		
	Les Craux	14 292,00 €		
	La Cabrore	8 280,00 €		
	Croisement de Néoules		8 280,00 €	
		<b>30 852,00 €</b>	<b>8 280,00 €</b>	<b>39 132,00 €</b>
Le Val	Coopérative	14 292,00 €		14 292,00 €
Méounes	Le Forum	14 292,00 €		14 292,00 €
Montfort sur Argens	Cimetière	8 280,00 €		
	Vitre caisson abri Cimetière	366,00 €		
		<b>8 646,00 €</b>		<b>8 646,00 €</b>
Nans les Pins	La Ferrage	14 292,00 €		
	4 Chemins	16 884,00 €		
		<b>31 176,00 €</b>		<b>31 176,00 €</b>
Ollières	Pas de Rouves		12 384,00 €	
	Fontaine du Saule	8 280,00 €		
	Ribas	8 280,00 €		
		<b>16 560,00 €</b>	<b>12 384,00 €</b>	<b>28 944,00 €</b>
Pourcieux	Coopérative	14 292,00 €		14 292,00 €
Pourrières	Halte routière	16 560,00 €		16 560,00 €
Rocbaron	ZA Rocbaron		570,00 €	44 319,00 €
	ZA Rocbaron		8 280,00 €	- €
			<b>8 850,00 €</b>	<b>8 850,00 €</b>
Rougiers	Halte routière	14 292,00 €		14 292,00 €
Saint Maximin la Sainte Baume	Lycée Janetti	28 584,00 €		
	Rd pt rte de Mazaugues	12 024,00 €		
	Collège H. Matisse		8 280,00 €	
	Chemin de Resty		6 372,00 €	
	Vitre et ouvrant abri Janetti		1 176,00 €	
	Vitre lycée Janetti		330,00 €	
		<b>40 608,00 €</b>	<b>16 158,00 €</b>	<b>56 766,00 €</b>
Sainte Anastasie	Salle polyvalente	8 280,00 €		8 280,00 €
Tourves	Halte routière	27 144,00 €		27 144,00 €
<b>Total coût d'installation par an</b>		<b>342 690,00 €</b>	<b>98 850,00 €</b>	<b>441 540,00 €</b>

En synthèse et suite à ces transferts opérés entre 2017 et 2019, les attributions de compensation des communes-membres sont les suivantes :

AC définitives 2020 POSITIVES	1	2
	AC définitives 2020	Montant mensuel 2020
FORCALQUEIRET	351 681 €	29 307 €
GARÉOULT	819 504 €	68 292 €
MAZAUGUES	114 435 €	9 536 €
MÉOUNES LES MONTRIEUX	389 099 €	32 425 €
NÉOULES	756 339 €	63 028 €
ROCBARON	676 915 €	56 410 €
SAINTE ANASTASIE	237 922 €	19 827 €
LA ROQUEBRUSSANE	339 949 €	28 329 €
BRIGNOLES	4 197 714 €	349 810 €
CARCÈS	173 857 €	14 488 €
COTIGNAC	11 193 €	933 €
LE VAL	108 783 €	9 065 €
TOURVES	87 472 €	7 289 €
VINS SUR CARAMY	186 299 €	15 525 €
NANS LES PINS	84 938 €	7 078 €
OLLIÈRES	31 371 €	2 614 €
ROUGIERS	3 893 €	324 €
SAINT MAXIMIN LA SAINTE BAUME	469 236 €	39 103 €
<b>Total AC positives définitives 2020</b>	<b>9 040 599 €</b>	<b>753 383 €</b>

AC définitives 2020 NEGATIVES	1	2
	AC définitives 2020	Montant mensuel 2020
CORRENS	- 1 605 €	- 134 €
ENTRECASTEAUX	- 33 732 €	- 2 811 €
LA CELLE	- 20 255 €	- 1 688 €
MONTFORT SUR ARGENS	- 8 800 €	- 733 €
BRAS	- 31 250 €	- 2 604 €
POURCIEUX	- 2 028 €	- 169 €
POURRIÈRES	- 82 126 €	- 6 844 €
CAMPS LA SOURCE	- 47 365,00 €	- 3 947 €
CHATEAUVERT	- 2 319,00 €	- 193 €
PLAN D'AUPS	- 97 506,00 €	- 8 126 €
<b>Total AC négatives définitives 2020</b>	<b>- 326 986 €</b>	<b>- 27 249 €</b>



### PARTIE 3 – LE COUT DES COMPETENCES TRANSFEREES DEPUIS LEUR EXERCICE PAR L'AGGLOMERATION

Le tableau ci-dessus reprend uniquement les compétences transférées par les communes aux EPCI, hors charges en personnels. Il ne présente pas l'ensemble des compétences exercées aujourd'hui à titre obligatoire ou facultatif.

<b>CAPV - Synthèse au 31.12.2020 des coûts des compétences transférées entre 2004 et 2019</b>		
<b>Compétence</b>	<b>Réalisé 2020 Fonctionnement</b>	<b>Réalisé Investissement (2018-2020)</b>
Petite Enfance	5 301 209,98€	2 750 491,06 €
Culture Musée	2 172 794.72€	496 171,18 €
Culture EAC	707 411.86€	7 619 720,00 €
Tourisme - SMPPV	1 404 274.31€	26 772,47€
Sports	721 757.09€	70 414,00 €
Développement Economique	281 996.06€	489 551,88 €
Forêt	48 328€	731 199,60 €
GEMAPI	530 072.39 €	28 973,87€
Déchets	17 775 000,00 €	
SDIS	4 135 062,00 €	
Aménagement numérique		80 182,57 €
Point d'Accès au droit	217 619,71 €	1 287,94€
Politique de la Ville - Cohésion Sociale	555 705.52€	31 484,31 €
Voiries communautaires		195 103,24 €
Abris-bus		285 575,00 €
<b>Total</b>	<b>22 127 681,71 €</b>	<b>12 749 892,84 €</b>

Au 1<sup>er</sup> janvier 2021, les attributions de compensation représentent une dépense de 8 713 613,00 € dans le budget principal de l'Agglomération.

Elle engage, pour exercer les compétences qui lui ont été transférées, une dépense totale de 34 877 574,55 €, soit une dépense globalisée de 43 591 187,55 €.

## CONCLUSION

Depuis 2017, le 2° du V de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts prévoit la présentation par le président d'un EPCI à fiscalité professionnelle unique d'un rapport sur l'évolution du montant des attributions de compensation, au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences transférées.

2021 constitue donc le premier cycle de cinq ans. Considérant que la fusion des 3 EPCI constituant la CAPV est intervenue au 1<sup>er</sup> janvier 2017, il était essentiel de faire un historique de la constitution des attributions de compensation.

L'objet du rapport était donc de présenter :

- L'historique des attributions de compensation
- L'évolution des attributions de compensation sur la période 2017-2020, en détaillant les variations et donc les retenues opérées au titre des compétences transférées, ou au titre de la révision libre des attributions de compensation,
- L'évolution des charges nettes (des recettes) des compétences transférées.

Ce rapport montre que, pour chaque transfert de compétence à opérer, les 3 communautés de communes ont élaboré des mécanismes d'évaluation spécifiques.

Les méthodologies d'évaluation utilisées d'une part, et la date de passage en FPU d'autre part, ont généré des disparités entre les communes-membres désormais réunies au sein d'un même EPCI.

Depuis 2017, les évaluations de transferts de compétences ont systématiquement été réalisés en faveur des communes, afin de ne pas pénaliser leurs attributions de compensation.

Pour chacune des compétences transférées, l'Agglomération de la Provence Verte a, soit privilégié les finances de l'échelon communal au moment du transfert, soit développé la compétence après le transfert.

Le rapport montre que les engagements financiers que l'Agglomération consacre désormais à l'exercice des compétences transférées sont conséquents et en faveur de toutes les communes qui lui sont rattachées.

L'intérêt de ce rapport viendra abonder les débats qui seront menés en vue de la signature du pacte financier et fiscal rénové de l'Agglomération.

En effet, en vertu de l'art. L.5211-28-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, les règles d'évolution des attributions de compensation constituent ainsi des leviers propres aux pactes financiers et fiscaux. A la lumière de la présentation de ces chiffres, les élus communautaires et municipaux pourront utilement s'interroger sur la nécessité de réviser les attributions de compensation dans le cadre du futur pacte financier et fiscal.

Les écarts constatés pourront permettre aux élus dans le cadre du pacte financier et fiscal soit :

- De se prononcer sur une réévaluation des compétences transférées, donnant lieu, le cas échéant, à une révision libre des attributions de compensation au sens du 1°bis du V de l'article 1609 nonies C du Code général des impôts. Cette révision libre devra être approuvée par délibérations concordantes du Conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des Conseils municipaux des communes intéressées, en tenant compte du rapport de la CLECT

- De considérer que ces écarts sont le fruit de décisions d'accroissements de services de la Communauté et ne donneront pas lieu à révision des attributions de compensation. En effet, ces dernières ont vocation à entériner le coût des compétences transférées au moment du transfert. Ainsi que le rappelle le guide pratique de la Direction générale des collectivités territoriales, les attributions de compensation ne peuvent être indexées ou programmées de manière pluriannuelle.

Ces réflexions devront être rapprochées de la capacité d'investissement de l'Agglomération.

## LISTE DES ANNEXES

---

ANNEXE 1 – Evolution des attributions de compensation historique de la CCSBMA  
ANNEXE 2 – Evolution des attributions de compensation historique de la CCVI  
ANNEXE 3 – Evolution des attributions de compensation de la CCCP  
ANNEXE 4 – Evolution des attributions de compensation de la CAPV